

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

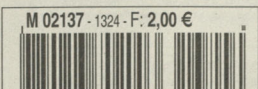


Pas de retraite pour



la lutte de classe

FOP 2520



2€

0026-9433

« Or, se mettre en grève et laisser en état normal les machines et les outils, est du temps perdu pour une lutte efficace. En effet, le patronat, disposant des renégats, de l'armée, de la police, fera fonctionner les machines... »

Emile Pouget, le Sabotage, 1910

hebo n° 1324

du 12 au 18 juin 2003

Sommaire



- État de la **mobilisation** après le 3 juin, vers la grève générale? , page 4
- Les **inepties médiatiques** font éternuer Fredo Ladrissé, page 5
- Communiqués libertaires contre l'**agression** par le SO de la CGT, page 5
- Réagissons contre la multiplication des **lois anti-sociales**, par H. Richard, page 6
- La FA dénonce la **criminalisation** du mouvement social, page 8
- Daewoo**, les patrons mettent le feu, les syndicalistes trinquent, page 9
- Une alternative sociale et autogestionnaire réussie à **Évian**, par David, page 11
- Communiqué de presse de la **Claaac G8**, page 12
- La richesse des échanges au **Vaaag**, par Théo Simon, page 12
- Témoignages** des participants au village, page 13
- Nous ne sommes pas des bœufs, la **traction animale** le prouve, par J.-M. Raynaud, page 15
- Au Burkina, **zébus et ânes** plus robustes que nos tracteurs, par Jo Ballade, page 17

Charte de Prommata, une réponse à la crise agricole mondiale, page 18

Critique des écrits du groupe **Krisis** sur le travail, par Charles Reeve, page 19

Contre la **prohibition** du cannabis, appel du 18 joints, page 21

Agenda, page 22

Radio libertaire, page 23

Gala **Léo Ferré** au Trianon, page 23

Les **Tanneries** font la fête à Dijon, page 23

Soutien aux **Roms** de Montreuil, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 1 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Le Monde libertaire est imprimé
sur papier recyclé.

Photos et illustrations de ce numéro:
droits réservés.



BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	○ 20 €	○ 32 €	○ 27 €
6 mois 25 n ^{os}	○ 38 €	○ 61 €	○ 46 €
1 an 45 n ^{os}	○ 61 €	○ 99 €	○ 77 €
Abonnement de soutien	○ 76 €		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

2 abonnez-vous !

Le Monde libertaire, du 12 au 18 juin 2003



MA CONCIERGE, qui est une femme pleine de bon sens, a coutume de dire que la vérité sort de la bouche des enfants. Eh bien, pour une fois, la vérité est sortie de celle d'un patron, qui, excédé, et c'est aussi fait pour ça, a déclaré sur une radio nationale à propos des actuels mouvements sociaux : « C'est pas un problème de société, c'est un problème de force de frappe ! » À vrai dire, on peut difficilement résumer la situation autrement, sauf que, pour une fois, ce n'est pas le patronat qui frappe. Être d'accord avec un patron dans un éditorial du *Monde libertaire* est à marquer d'une pierre blanche, et ce numéro restera unique.

Le concept de grève préventive, tel qu'il se met en place dans le secteur des transports publics non touchés par le projet Juppé-Notat, euh Fillon-Chêrèque, pardon !, a le mérite de l'originalité. Les États-Unis ont bien inventé l'idée de guerre préventive. Cette nouvelle forme d'action syndicale a non seulement le mérite d'être spectaculaire, mais elle a l'air, en outre, bougrement efficace. Les centrales syndicales, je ne parle pas de la centrale papiste du métro Belleville, ont vite compris l'intérêt qu'elles pouvaient en tirer. Savoir ne pas se faire déborder à gauche est un art consommé qui nécessite un long apprentissage, une pratique régulière, un entraînement constant. La CGT est depuis longtemps rompue à cet exercice vital pour elle. Les relents que l'on a pu sentir lors de la manifestation du 3 juin dernier à l'encontre de la Fédération anarchiste montrent bien qu'il n'y a pas d'anciens staliniens mais que, surtout, la gauche a une peur panique de tout ce qui pourrait troubler sa supposée hégémonie. Il faut nourrir et abreuver les permanents, conserver le leadership pendant la négociation, rester un interlocuteur privilégié, recruter, populariser. Tout ce programme s'accorde bien mal d'une base remuante, indisciplinée dont une des jubilations, et on la comprend, serait de ramasser des bureaucrates à la pelle. L'heure n'est plus à se demander ce que le syndicalisme pourrait bien faire pour nous autres, mais bien de nous demander ce que nous pourrions faire pour lui. La thatchérisation de nos institutions s'accélère. Si nous cédonons sur les retraites aujourd'hui, demain, ce sera sur la Sécurité sociale. Les fonds de pensions pour les retraités, c'est la même chose que les compagnies d'assurance pour la maladie ; un arrêt de mort de la mutualité, du mutualisme et de la solidarité. C'est toute la protection sociale qui est volontairement menacée et qui risque à tout moment de voler en éclats, toute une protection sociale construite depuis des années à coups d'amendement, de décrets, de lois mais aussi parfois à coups de pavés. Et ce qu'un coup de pavé a fait, un coup de pavé peut le refaire...

Grèves et manifestations

ILS COMMENCENT À TAPER. Le gouvernement, faute d'obtenir l'arrêt des grèves et des manifestations par l'épuisement et la lassitude des salariés, s'est engagé dans deux nouvelles opérations : désinformation et répression.

Désinformation, l'affaire a été lancée de longue date, voire de très longue date, l'un des premiers rapports dans le domaine des retraites fut celui du sieur Rocard il y a quinze ans. Les inepties de l'époque sont à la base du projet d'aujourd'hui notamment l'allongement de la durée de cotisations aux seules fins d'ouvrir la porte aux fonds de pension.

Puis dans les dernières semaines, le gouvernement a lancé les grosses opérations de publicité-propagande dans les médias et, pour la première fois, dans un marché public sans limite de coût. Ces mannes financières rendent objectivement cette presse, indépendante jusqu'aux limites de son capital, apte à une meilleure compréhension des décisions de Raffarin ! Enfin, tout cela n'a pas suffi, l'État a donc recours aux vieilles méthodes :

— Contrôle strict de l'expression de l'appareil d'État : le nombre des manifestants est volontairement minoré par la direction des Renseignements généraux. Le contrôle des hauts fonctionnaires à la tête des services publics s'est accru. Petit doigt sur la couture du pantalon, garde à vous !

— Les officines paragonnementales sont de retour : les affiches pro-réforme des retraites sur les murs fleurissent.

— « Ces drôles de manifestants » sont de retour, ceux qui arrivent avant la manif, poussent les autres à agir et sortent les appareils photos lors du passage à l'acte.

Mais, au-delà, le gouvernement a compris que sa réforme passera uniquement en force et avec l'usage de la force. Nous en sommes là, et les grévistes et manifestants vont devoir y faire face. À Calais, le pouvoir a tapé. Quatre salariés

des autoroutes du sud de la France sont sur la sellette et risquent le licenciement. Deux manifestants à La Rochelle sont mis en examen. La chasse aux grévistes s'organise sur les réseaux SNCF et RATP. Les occupations tolérées hier sont durement réprimées aujourd'hui.

Oui, la violence s'installe dans l'action, mais c'est l'œuvre de l'État et de lui seul. Inéluctablement, les travailleurs vont devoir se défendre. Il ne s'agit pas de tomber dans une mythologie digne de l'Armée rouge, pas de général Trotsky, ni même de vouloir singer la colonne Durruti. Mais d'expliquer sereinement qu'il faut s'organiser y compris dans ce contexte. Le contrôle des assemblées générales de grévistes doit se renforcer tant sur la nature que concernant la réalisation des actions. L'AG doit demeurer souveraine dans tous les cas. Les petits chefs resurgissent rapidement dans ces périodes. La victoire du mouvement peut en dépendre faute d'aboutir à la généralisation de la grève.

Tous ceux et celles engagés dans la grève n'appréhendaient pas forcément dès l'origine la portée du mouvement engagé. Avec la grève, de plus en plus comprennent qu'au-delà des pensions, retraites et décentralisation, il faut arrêter la marche du libéralisme. Comme le FMI qui déclare en soutien à Raffarin que les pays de la zone Euro doivent augmenter le nombre d'années en activité, Berlusconi réclame un « Maastricht » des retraites. La dimension du mouvement dépasse le seul cadre franco-français : voir la grève en Autriche.

Dans ces conditions, pas d'aterrissement, la violence est le fait de l'État et du patronat, ils nous oppriment, nous répriment. Les anarchistes dénoncent depuis de nombreux mois la criminalisation rampante du mouvement social. Les travailleurs sont au pied du mur, l'autodéfense est à l'ordre du jour.

Delgranados
groupe de Rouen

Il est cinq heures

Les 403 sont renversées,
La grève sauvage est générale,
Les Fords finissent de brûler,
Les Enragés ouvrent le bal.

Il est cinq heures,
Paris s'éveille. (bis)

Les blousons noirs sont à l'affût,
Lance-pierres contre lacrymogènes,
Les flics tombent morts au coin des rues,
Nos petites filles deviennent des reines.

La tour Eiffel a chaud aux pieds,
L'Arc de Triomphe est renversé,
La place Vendôme n'est que fumée,
Le Panthéon s'est dissipé.

Les maquisards sont dans les gares,
À Notre-Dame on tranche le lard,

Paris retrouve ses fêtes,
Ses flambeurs et ses communards.

Toutes les Centrales sont investies,
Les bureaucrates exterminés,
Les flics sont sans merci pendus
À la tripaille des curés.

Le vieux monde va disparaître,
Après Paris, le monde entier.
Les ouvriers, sans dieu, sans maître,
Autogestionnent la cité.

Il est cinq heures,
Le nouveau monde s'éveille.
Il est cinq heures,
Et nous n'aurons jamais sommeil.

Paroles de J. Lanzman, musique de J. Dutronc,
détourné par J. Le Glou

Journée d'actions du 3 juin

À quand la dernière ?

LA BATAILLE DES CHIFFRES a encore fait rage pour dénombrer les foules contestataires qui défilaient pour conspuer le plan Fillon et les mesures de décentralisation. Entre un million et un million et demi de personnes auront défilé du nord au sud du pays. Les témoignages des militant(e)s qui nous sont parvenus nous permettent, une fois de plus, de dégager des grandes lignes de cette journée.

Tout d'abord, le fléchissement du nombre des manifestants, comparé au 13 mai - d'ailleurs, pourquoi comparer au 13 mai? -, n'est pas constaté partout. La baisse, explicable par l'épuisement des plus anciens dans la lutte, reste très relative et indique malgré tout un mouvement d'une ampleur peu banale. Ainsi, on verra 70 000 personnes à Bordeaux, 30 000 personnes à Nantes et Lyon, 25 000 à Avignon, près de 20 000 à Toulon et à La Rochelle. Même dans les villes plus petites, ce sont des cortèges massifs qui se sont constitués : 15 000 à Nîmes et à Rennes, 5 000 à Cherbourg, Besançon et Rochefort, 3 500 à Nancy et Boulogne, 3 000 à Charleville-Mézières et Saintes...

Il est très clair que les personnels grévistes de la fonction publique étaient moins présents, et que c'est une plus nette présence du secteur privé qui a compensé : commerce, métallurgie, transports, chambres de commerce, grosses usines, etc. Il y a donc là un signe encourageant pour la prochaine journée d'action du 10 juin de voir le privé entrer dans la danse sociale, en particulier les transports routiers et leur puissante capacité à paralyser le pays.

La composition des cortèges a globalement évolué. Les cortèges syndicaux homogènes (FO, FSU, CGT, Sud, CFDT en lutte, etc.) ont fondu. Bien présents partout, ils ont pourtant laissé la place aux cortèges des intersyndicales des établissements en lutte : établissements scolaires, entreprises. Ce qui démontre que la lutte se structure localement et qu'elle s'enracine, que la pratique des assemblées générales et de l'autonomie d'action et de décision restent une pratique courante dans la lutte sociale. Et, heureusement, car seuls, la CNT et les syndicats Sud auront du mal à retourner la situation de statu quo imposée par les syndicats majoritaires qui sont en train de sacrifier les personnels en lutte depuis six semaines. Une CGT qui s'implique mais sans appeler à la grève reconductible tiraillée entre une base qui pousse et une hié-

rarchie qui cadre la contestation; FO qui, selon les régions, s'investit pleinement mais rivalise avec la CGT pour ne pas aller trop loin vers la généralisation du conflit; la tiédeur de l'UNSA ou des CFDTistes oppositionnels un peu perdus dans leur largage d'amarrés confédéraux. Tout cela nous donne des positions confédérales qui tranchent avec les revendications de base.

Partout, les cortèges restent dynamiques; partout, les mots d'ordres de « grève générale » sont scandés et repris. Une radicalisation des mots d'ordre et des actions s'annonce déjà : manif devant les bureaux des médias partiaux (Cherbourg, Nancy, Charleville), blocages de circulation (Calais), de ponts (parents d'élèves de Boulogne), manif devant les sièges locaux du Medef (Charleville), actions bloquantes ou filtrantes, blocages de dépôts (communaux de Nantes), Les libertaires, les anarchosindicalistes et leurs cortèges semblent avoir trouvé un rythme de croisière et stabiliser une présence pour leurs apparitions : la Fédération anarchiste apparaît souvent, fréquemment aux côtés de la CNT.

À la tension qui monte, alimentée par la colère face à un pouvoir méprisant, répond la répression : à Calais, la police a tiré des gaz lacrymogènes à tir tendu sur le cortège qui s'approchait de l'autoroute. Cela risque de se multiplier dans les jours prochains.

Tout le monde est bien conscient qu'il faut maintenir la pression entre ces temps forts d'une journée qui pourtant se suivent et se ressemblent. Cette pression doit impliquer tout le monde : travailleurs ou pas, du public ou non, hommes et femmes, parents d'élèves ou étudiants, et déborder le seul terrain des entreprises. Dans cette perspective, la lutte syndicale dans l'entreprise et la lutte dans les quartiers sont à associer!

Pour décisifs qu'ils soient, ces « temps forts » restent frustrants pour ceux qui en attendent davantage. Car il en faudra un peu plus encore pour obtenir gain de cause : sans grève générale reconductible à tous les secteurs et entérinée rapidement par les syndicats, il n'y aura pas de victoire. Alors, à quand la dernière journée d'actions, la décisive?

Daniel

groupe Gard-Vaucluse

avec le concours des groupes de la FA



La Rochelle, le 3 juin, monument à la grève générale, réalisé par ART 112, en collaboration avec le groupe Bakounine.

Quand l'autruche éternue...

Payés à rien foutre

« Moi je travaille, les autres n'ont qu'à faire pareil. »
(Sarkozy, ministre de Tout)

Chirac, Raffarin, Fillon, Ferry, etc., une vraie bande de faignasses. Tiens, l'autre jour, chez Juppé, à l'omelette party: devine qui s'est tapé 1995 œufs à casser?

Fatigué(e)s

« Le G8 n'a ni légitimité ni pouvoir particuliers. » (Jacques Chirac, président de la France)

Au secours... L'année prochaine, après avoir viré les guignols du PS, après s'être frotté aux papouets d'ATTAC, le cortège rouge et noir devra encore trouver la force de pousser dans la fosse les militants de l'UMP, venus en masse protester contre un G8 « illégitime »!... C'est du boulot, de faire chier les cons... Ils sont de plus en plus nombreux, on est de plus en plus crevés.

La guimauve des durs

« L'autorité de l'État est, dans ce pays, affaiblie. Sur ce plan, la réforme des retraites est un test. » (Fillon)

C'est bien ce qu'on avait compris, les retraites comme symbole, l'essentiel est ailleurs. Restauration de l'autorité? Va jusqu'au bout de ton test, Fillon, et « l'autorité de l'État », cette guimauve prémâchée à l'usage des purs et durs du dentier, on verra ce qu'il en restera dans six mois.

Dacodac' ?

« On n'est pas d'accord avec les États-Unis, mais on est d'accord pour parler des désaccords et tenter de se mettre d'accord. » (l'Élysée)

On sait maintenant où se terre le fils caché de Coluche et de Thierry le Luron: il travaille à l'Élysée, section communiqués à ne pas communiquer, sauf si on ne vous communique pas l'ordre de ne pas les communiquer.

Allez

« Allez, une nouvelle page de pub, et après on va moins sourire: on parlera des grèves et des risques de blocage, demain. » (Michel Field, mao-médéfiste)

Écoutez l'émission de Field, à 19 heures sur Europe 1, c'est une vraie leçon de lèche, de la plus vomitive propagande. La haine qui s'y déverse à propos des grévistes, comme celle concernant il y a quelques mois les anti-guerre, les anti-Bush, permet, c'est vrai, d'envisager les pauses publicitaires comme des temps où on peut sourire. C'est dire.

On a faim

« La communion est un vrai banquet dans lequel le Christ s'offre en nourriture. Et ce n'est pas une métaphore. » (Jean-Paul II, dernière encyclique)

Depuis le temps qu'on en bouffe, doit plus rester beaucoup de gras. Déjà qu'il était pas bien gros.

Vacances au bord du lac

« Heu, la semaine dernière j'étais au Vaaag à Annemasse, désolé, j'ai pas pu écrire la rubrique. » (Frédo Ladrisse)

Faignasse...

Frédo Ladrisse

(sources: Europe 1, France Inter, Libération, le Monde)

...c'est toute la jungle qui s'enrhume

LA FÉDÉRATION ANARCHISTE ET ALTERNATIVE LIBERTAIRE

réprouvent et condamnent l'attitude belliqueuse d'une partie du service d'ordre de la CGT envers leurs militant(e)s en grève ou solidaires lors de la manifestation pour la sauvegarde de nos retraites de ce mardi 3 juin à Paris. Ces militant(e)s, venu(e)s exprimer leurs opinions en tenant une table de presse sous une banderole et des affiches appelant à la grève générale, se sont fait agresser par des membres du service d'ordre de la CGT. Cette agression envers des camarades de luttes est indigne du mouvement ouvrier et ne saurait se reproduire sans donner à

penser que l'organisation dont sont issus les agresseurs cherche à imposer par la force son hégémonie sur le mouvement social. Ne nous trompons pas de cible, tournons ensemble notre colère contre ceux qui nous exploitent, et montrons-leur, par la grève générale, que toutes et tous uni(e)s nous sommes les plus fort(e)s.

Fédération anarchiste

secrétariat aux relations extérieures
relations-exterieures@federation-
anarchiste.org

145, rue Amelot, 75011 Paris

Alternative libertaire

BP 177, 75967 Paris cedex 20
contacts@alternativelibertaire.org



Raccrochage de la banderole après l'agression du service d'ordre de la CGT. Photo Olivier Garros.

LA CNT DÉPLORE ET CONDAMNE

l'agression dont a été victime la Fédération anarchiste lors de la manifestation unitaire, de la part de certains éléments du service d'ordre de la CGT.

Il est affligeant qu'au moment d'une nécessaire unité pour contrer l'extraordinaire offensive patronale – à laquelle la CNT participe souvent en intersyndicale aux côtés des sections CGT –, on voie resurgir des pratiques que l'on avait cru révolues. À noter que des militants (de la CNT, de la LCR, des emploi-jeunes en lutte, etc.) s'étant interposés ont eux aussi dû subir la violence des mêmes individus (40 jours d'ITT pour un camarade de la CNT).

Nous considérons que la meilleure réponse à ces provocations reste l'extension de la grève générale dans tous les secteurs, avec tous les camarades en lutte, quelle que soit leur appartenance syndicale.

Mais peut-être est-ce justement ce qui effraie certains appareils bureaucratiques, soucieux de contrôler les luttes des salariés ?

CNT

secrétariat relations presse
medias@cnt-f.org

Paris, le 4 juin 2003

Communiqué du bureau régional parisien : br.rp@cnt-f.org

lois Fillon-Raffarin : la remise au travail forcé(e)

Hervé Richard

dEPUIS UN AN, les lois antisociales se sont succédées et sont passées sans trop de contestation, notamment parce que les grandes confédérations syndicales se sont concentrées sur l'enjeu des élections prud'homales durant le second semestre 2002, mais aussi parce que le secteur privé, principalement concerné, est relativement atone. Autant des conflits exemplaires ont eu lieu tant que l'enjeu est de « proximité » (plans sociaux, fermetures d'entreprise, revendications salariales, luttes anti-harcèlement, etc.), autant le secteur privé est insuffisamment mobilisé quand il s'agit de questions interprofessionnelles, résultat soit de changements législatifs (l'État), soit d'accords négociés (le patronat et certains syndicats). Mais ce n'est pas un hasard si des régressions sociales aussi importantes que celles des retraites se font au moment où les personnels du secteur privé sont sous pression (1993, 2003) du fait des difficultés économiques.

Restructurations

La loi de modernisation sociale donnait quelques moyens aux comités d'entreprise (CE), moyens assez dérisoires, mais qui permettaient au CE une meilleure information économique et la possibilité de faire des contre-propositions en cas de plans sociaux. Cette loi imposait en outre au patronat une série de délais à respecter. Par effet de la loi du 3 janvier 2003, toutes ces dispositions sont suspendues pendant 18 mois ; autant dire qu'elles ne verront jamais le jour. Les entreprises ont les mains plus libres pour licencier à leur guise, même si on sait que ce n'est pas une loi qui saurait les en empêcher, mais bien l'opiniâtreté du salariat.

Toujours sur les plans sociaux, concernant les départs en préretraite de salariés de plus de 55 ans, Fillon dénonçait la trop grande facilité qu'ont les entreprises à utiliser les aides de l'État pour pousser un certain nombre de salariés « âgés » vers la porte, sous forme de préretraite progressive (PRP), d'allocations spéciales licenciement du fonds national pour l'emploi (ASFNE) ou encore les dispositifs CATS pour des salarié(e)s soumis(e)s pendant au moins quinze ans à des travaux pénibles. En conséquence, Fillon décidait d'augmenter la part des entreprises de 50 % sur les dispositifs ASFNE et de la tripler pour les préretraites pro-

gressives. Effort que les entreprises n'entendent pas fournir : de fait, des salariés âgés vont se retrouver aux Assedic plutôt qu'en préretraite, confrontés à des règles d'indemnisation plus défavorables (merci la CFDT).

Autre mesure, le parlement a abrogé la loi « Hue » sur le contrôle des aides publiques aux entreprises, au moment même où le gouvernement élargissait le champ des exonérations en leur faveur.

Nouvelle loi sur les 35 heures

La loi du 17 janvier 2003 a « assoupli » les règles de RTT. Pour rappel, les entreprises de 20 personnes et moins devaient passer aux 35 heures à partir de 2002. Désormais, jusqu'à la fin 2005, le taux de majoration des heures supplémentaires dans ces petites entreprises ne sera que de 10 % pour les heures entre la 36^e et la 39^e, soit rien de dissuasif pour les patrons. Quant au contingent d'heures supplémentaires (seuil à partir duquel toute heure supplémentaire ouvre droit à un repos compensateur outre la rémunération des heures supplémentaires), il passe de 130 à 180 heures ou est à 90 en cas d'accord de modulation du temps de travail. En bref, la loi Fillon accentue la flexibilité que contenait déjà la loi Aubry. En outre, des accords négociés permettent la majoration des heures sup' en deçà de ce que prévoit la loi, et des exonérations nouvelles sont offertes au patronat.

Accord Unedic entre Medef et CFDT/CFTC

Les conditions d'indemnisation sont nettement aggravées. Le nombre de filières d'indemnisation est réduit à quatre, au lieu de huit auparavant, conduisant au durcissement des conditions d'entrées et à un abaissement de la durée d'indemnisation pour la quasi-totalité des catégories de chômeurs.

La part des cotisations retraites laissée à la charge des chômeurs passe de 1,2 % à 3 %.

Il faudra désormais au minimum avoir cotisé 6 mois au cours des 22 derniers mois, au lieu de 4 mois au cours des 18 derniers mois pour avoir droit aux allocations chômage, et les conditions pour les salarié(e)s de plus de 50 ans sont plus dures (36 mois d'indemnisation au lieu de 45, 42 mois au lieu de 60 pour les plus de 57 ans). Résultat :

En bref, la loi Fillon accentue la flexibilité que contenait déjà la loi Aubry.

alors que le chômage a fortement augmenté en mars (+1%, soit 24 500 personnes supplémentaires), le public indemnisé a diminué de 0,6 % par rapport à février 2003.

Santé et Sécurité sociale

À noter des mesures visant à réduire les indemnités des victimes de l'amiante, visant à réduire le peu d'indépendance des médecins du travail. Et puis ce décret du 28 mars 2003, révisant le montant de l'aide aux personnes âgées dépendantes avec de nouvelles restrictions pour l'allocation personnalisée d'autonomie à domicile (APA).

Puis vient l'annonce du déremboursement de plus de 600 spécialités pharmaceutiques. Les spécialités concernées sont, pour nombre d'entre elles, des médicaments couramment délivrés, notamment en ce qui concerne les antalgiques, les anti-inflammatoires, les antinauséux, etc. Vous avez dit « confort » ?

Vient ensuite le rapport Chadelat, le 19 mars 2003 concernant « la répartition des interventions entre les assurances maladie obligatoires et complémentaires en matière de dépenses de santé » qui propose des modifications en rupture totale avec les principes de solidarité qui fondent la Sécurité sociale: c'est la porte ouverte vers le démantèlement de la Sécu et la privatisation aux mains des assureurs privés, au détriment des assurés et particulièrement des couches populaires. L'automne sera chaud.

Jeunesse et traitement social du chômage

Nous assistons à la remise en cause des emplois jeunes (employés d'associations et de services publics) en faveur de contrats jeunes en entreprise: voici les jeunes donnés en pâture au secteur privé. Et les moins jeunes le seront également suite à la mise en place du RMA (revenu minimum d'activité) qui place les titulaires du RMI devant l'obligation de travailler 20 heures par semaine, pour à peine 2 euros de l'heure. C'est le patron, public ou privé, qui touchera ainsi le RMI et des exonérations de charges sur bas salaire. « Pourquoi embaucher un smicard à 35 heures alors que deux RMAstés ne coûteront que 366 euros pour 40 heures? » demandent des militant(e)s d'AC!

Toujours pour la même population des jeunes et des précaires, les divers projets gouvernementaux de régionalisation des formations, notamment celui de l'AFPA, mais aussi de l'Éducation nationale, servent en premier à adapter la main-d'œuvre aux seuls besoins des patronats locaux.

Les retraites enfin

Le projet Fillon ne concerne que la partie institutionnelle CNAF de la retraite du secteur privé. La seconde partie, les retraites complémentaires ARRCO-AGIRC, est totalement liée à une négociation entre syndicats et patronats.



Or, pour les non-cadres, ARRCO représente en moyenne 40 % de la retraite. Pour les cadres, ARRCO+AGIRC représente environ 60 % de la retraite. Ce qui ce joue aujourd'hui avec Fillon-Raffarin sera la base de négociations entre le Medef et la CFDT-CGC, le Medef cherchera, enfin, en finir avec la structure financière AGFF qui garantissait que les salariés qui ont leurs 40 annuités après 60 ans et avant l'âge de 65 ans puissent toucher le plein de leur retraite complémentaire. Si la loi Fillon passe, le Medef aura enfin son motif pour s'attaquer aux retraites complémentaires.

Allonger la durée de carrière: encore faut-il que les entreprises suivent, fassent l'effort d'employer des salariés âgés et permettent l'adaptation de leur compétences. Ce n'est pas le cas aujourd'hui en France. Au nom de l'efficacité économique, beaucoup d'entreprises se permettent de rejeter un certain nombre de personnels âgés: aujourd'hui, moins de la moitié des salarié(e)s sont encore en activité au moment de la liquidation de leur retraite. L'âge moyen de fin d'activité est de 58,5 ans, l'âge moyen de liquidation de la retraite dans le secteur privé est de 61,5 ans. En 2001, selon le COR (Comité d'orientation des retraites) près de 500 000 personnes étaient en préretraite ou au chômage, dispensées de recherche d'emploi, sans compter celles et ceux qui finissent leur vie professionnelle aux frais de l'assurance-maladie.

En clair, beaucoup de salariés des secteurs privé ou public, dont une majorité de femmes (carrières plus courtes, souvent temps partiels subis, salaires inférieurs à ceux des hommes), seront loin des 40, 41 ou 42 annuités. Avec l'effet des décotes, on peut dire sans se tromper que le temps des retraité(e)s pauvres est devant nous, comme il y a une trentaine d'années.

Privé, public: toutes et tous ensemble

Avec l'ensemble de ces mesures, c'est l'ensemble du salariat qui est sacrifié. Sans faire de poujadisme, ce sont principalement les salarié(e)s du secteur privé (et les précaires du public) qui vont le plus subir la réforme des retraites. Cela dit, il ne saurait être question de dénigrer les avantages des personnels du secteur public, dont le plus important est une quasi-sécurité de l'emploi, encore que les mesures de décentralisation, de privatisation, de filialisation et d'externalisation remettent en cause les statuts (cf. France-Télécom, La Poste, la Sernam, etc.). Et quand je dis « avantage », je ne pense surtout pas au mot « privilège » car travailler non-stop pendant 37,5 ans, puis 40, voire 42 ans n'a rien d'un privilège.

La révolte, qu'elle vienne tant du secteur public que du privé et des jeunes et précaires, est donc une légitime réponse à cette véritable guerre sociale déclarée par le pouvoir. Attention quand même que les personnels du secteur public, les plus nombreux et les plus imaginatifs dans la lutte, laissent suffisamment de visibilité à celles et ceux du secteur privé.

Droit de grève dans le secteur privé

Pour ce qui concerne le secteur privé, nous avons un avantage sur le secteur public: il n'y a pas besoin de déposer un préavis. Dès lors qu'il y a un appel collectif ou un motif collectif de se mettre en colère (dans un atelier, un service, un établissement, une entreprise, une branche professionnelle ou au plan hexagonal), il est possible de se mettre en grève sans avoir à donner de préavis et même sans avoir de syndicat dans l'entreprise. Le droit de grève doit être exercé collectivement, sans que pour autant une majorité du personnel se soit déterminé pour.

Le jour J, n'importe qui peut se décider de participer au mouvement: chacun peut se contenter d'avertir de son absence. L'employeur ne peut procéder au remplacement des salariés grévistes en recrutant des intérimaires ou des salariés en contrat à durée déterminée.

Ça, c'est le droit théorique: dans le secteur privé, l'employeur n'a pas le droit de sanctionner quelqu'un pour avoir participé à une grève, dès lors qu'il s'agit d'un conflit collectif. Dans la pratique, les patrons ont tendance à attaquer des grévistes pour préjudice lié à la désorganisation suite à un mouvement social, au motif qu'il y a une volonté de nuire ou de désorganiser le travail ou quand il y a atteinte à la liberté de travailler.

Toujours dans le privé, seules les heures passées en grève ou débrayage peuvent être décomptées: en aucun cas, l'employeur n'a le droit d'enlever plus de temps que les heures effectivement passées en grève.

H. R.

Tous unis contre la criminalisation du mouvement social



FACE AU G8 QUI S'EST DÉROULÉ à Évian du 31 mai au 2 juin, de nombreux collectifs, associations, organisations et individus ont décidé d'organiser plusieurs contre-sommets à Annemasse, Genève et Lausanne. Pendant toutes les manifestations, projections, débats et concerts, nous avons pu affirmer qu'un autre monde est non seulement possible, mais nécessaire.

Après six mois de préparation, une semaine d'actions du 28 mai au 3 juin, nous considérons notre apparition comme un succès. Effectivement, malgré toute la propagande policière annonçant que des hordes sauvages allaient déferler pendant le G8, nous avons côtoyé de nombreux Annemassiens heureux de nous rencontrer (un pique-nique gratuit a été organisé au Village alternatif, anticapitaliste et anti-guerre, le VAAAG, aux frais des manifestants, pour pouvoir discuter avec les habitants).

Toutefois, nous devons continuer à nous mobiliser pour dénoncer l'attitude des forces de l'ordre présentes (police nationale, gendarmerie, CRS et armée). Celles-ci, lors de manifestations pacifiques (sit-in, blocages, déambulations festives, etc.) n'ont pas hésité à répondre violemment aux manifestants (gaz lacrymogènes, balles en caoutchouc, canons à eau, charges de CRS et matraquages ciblés). De plus, des policiers étaient infiltrés dans les rangs des manifestants pour provoquer la violence (*Libération* du 5 juin 2003).

Aujourd'hui, nous constatons plus d'une soixantaine d'arrestations, deux saisies importantes de matériel informatique, des contrôles de police musclés et arbitraires en retour de manifestation, l'interdiction arbitraire de trois manifestations à Lausanne et à Genève, mais aussi les pleins pouvoirs donnés à la police suisse par le maire de Genève dès le 3 juin vers 14 heures.

Plus de mille photographies et films disponibles sur le site central d'Indymedia montrent ces violences. De plus, lors d'un blocage à Lausanne, un manifestant anglais a fait une chute de 20 mètres depuis un pont. La police présente sur les lieux a reconnu avoir « malencontreusement » coupé la corde à laquelle il était suspendu (nous précisons qu'au départ elle niait tout en bloc). Il souffre actuellement d'une fracture ouverte à la jambe et de nombreuses contusions.

C'est pourquoi, nous demandons:

– La relaxe de tous les manifestants, Blacks Blocks et casseurs arrêtés avant et pendant le contre-sommet,

– L'abandon de toutes les poursuites engagées à leur rencontre,

– Aucune arrestation suite au contre-G8 d'Évian (contrairement à celui de Gènes),

– Que toute la lumière soit faite quant à la chute du manifestant, bien que nous n'ayons aucune espérance en cette justice au service du capital.

Enfin, nous tenons à rappeler que lorsque plusieurs milliers de salariés se retrouvent au chômage, lorsque le gouvernement refuse d'écouter des grévistes de plus de deux mois, lorsqu'il nie leur droit de grève, lorsqu'il entretient une guerre en Côte d'Ivoire pour s'assurer de l'investissement de ses intérêts dans le cacao, lorsqu'il vend des armes à l'Irak, lorsque la police française est responsable de dizaines de bavures meurtrières chaque année, etc., c'est aussi de la violence. Et, contrairement aux casseurs, Blacks Blocks et autres, qui ne touchent qu'au matériel, l'État et les patrons n'hésitent pas à briser des individus, des espoirs, pour leurs seuls intérêts: les profits et le pouvoir.

Fédération anarchiste



Nouvelle balle de flash-ball utilisée lors du G8

Daewoo-Orion

Les ouvriers de Daewoo, ici en Corée, savent ce que c'est que la lutte de classe!

**Un compagnon
de l'Organisation
communiste libertaire**



PENDANT PRES DE TROIS MOIS, les salariés de Daewoo-Orion ont luté avec l'intersyndicale CGT-FO-CFTC contre la casse de l'emploi organisée par un patronat mafieux avec la complicité des pouvoirs publics.

Le 23 janvier, alors que les négociations sur le plan social préventif avaient débuté depuis quelques jours avec l'employeur et les pouvoirs publics, un incendie éclate et détruit la partie des locaux où étaient entreposé le stock de produits finis, c'est-à-dire « le trésor de guerre » des salariés. Plus de stocks, plus de locaux pour se réunir, plus de possibilité réelle de faire pression sur Daewoo et les pouvoirs publics: l'incendie a brisé le rapport de force que nous maintenions depuis mi-décembre et a permis à Daewoo d'accélérer la procédure de liquidation judiciaire et de s'en sortir sans déboursier le moindre sou pour le plan social.

Dès lors, va s'engager la deuxième partie de la manœuvre qui vise à casser la lutte des travailleurs (déjà bien affaiblie): trouver un bouc émissaire parmi les salariés les plus combattifs, à qui on veut faire porter le chapeau de l'incendie criminel et faire porter les soupçons sur la CGT de Longwy.

Les auditions de témoins menées par le SRPJ de Nancy débutent au courant de la première semaine de février. Le 12 mars, cinq personnes sont mises en garde à vue: quatre salariés et la secrétaire générale de l'UL CGT Longwy, Isabelle Banny. Par contre, le

patron, qui n'avait pas fait le nécessaire depuis plus de deux mois pour assurer l'entreprise contre l'incendie, n'a nullement été inquiété et a pu librement retourner en Corée.

En ce qui concerne notre secrétaire générale, l'enquêteur qui l'a entendue a tenté, durant les auditions, de lui mettre la pression en insinuant sans cesse qu'elle mentait par omission, qu'elle connaissait l'auteur de l'acte criminel et qu'elle voulait le protéger. Il en a même rajouté une couche en lui disant: « Mademoiselle Banny, nous savons bien que vous n'y êtes pour rien, mais si vous n'avouez pas, la CGT va être éclaboussée. » Enfin, en la relâchant, au bout de 23 heures, il a poursuivi la pression en lui indiquant que le magistrat pourrait la mettre en examen pour faux témoignage.

En ce qui concerne les quatre salariés, ils ont été maintenus quarante-huit heures en garde à vue et ont été déferés au parquet de Brie le 14 mars dans l'après-midi pour tentative de destruction volontaire par incendie et destruction volontaire par incendie. Deux des salariés, Jean et Pietro, ont été mis en liberté sous contrôle judiciaire. Les deux autres, Ali et Kamel, sont placés en détention provisoire.

La mise en examen de Jean n'a rien à voir avec l'incendie qui a ravagé les locaux: on l'accuse d'être l'auteur d'un démarrage de feu dans une poubelle qui a eu lieu début janvier. C'est Kamel Belkadi qui est

**Le pouvoir a choisi
la voie de la
criminalisation de
l'action syndicale;
ensemble, ripostons!**

Transmis par François, FA Boulogne-sur-Mer

« Au-delà de Kamel, l'union locale CGT de Longwy est clairement dans le collimateur de cette stratégie de criminalisation d'un mouvement ouvrier combatif. »

dans le collimateur du SRPJ de Nancy depuis le début. Il a le « profil » idéal : toujours en première ligne dans l'action, grande gueule, maghrébin, barbu !

Contre lui, il n'y a pas d'élément matériel, seulement l'accusation que Pietro a fini par « lâcher » à l'issue de sa garde à vue. Pietro est mis en liberté sous contrôle judiciaire. Ali, qui lui n'a pas mis en accusation Kamel, est placé en détention provisoire alors qu'il n'y a aucun élément le mettant en cause ; il ne sera libéré que le 3 avril : deux poids, deux mesures.

Depuis le 14 mars, Kamel est incarcéré à la maison d'arrêt Charles-III de Nancy. Plusieurs demandes de mise en liberté sous contrôle judiciaire formulées par son avocat, maître Behr, ont été refusées par le juge des libertés. Le droit de visite n'a été accordé à sa femme que le 19 avril, et il a été refusé à tout le reste de sa famille, et notamment à son petit garçon de 14 mois.

La confrontation entre Kamel et son accusateur n'a eu lieu que le 5 mai, plus d'un mois et demi après le début de son incarcération. Pourquoi un tel délai ? Contre Kamel, pas d'élément matériel, une seule accusation. En sa faveur, trois salariés attestent formellement que Kamel était au poste de garde avec eux et n'en est pas sorti durant les trois quarts d'heure avant le départ de feu. Deux d'entre eux, Aomar et Brahim, n'ont été entendus par le juge d'instruction, Hervé Korsec, que le 13 mai ! Le troisième sera entendu le 27 mai. Lors de leur audition, Aomar et Brahim ont été soumis aux pressions agressives du juge Korsec et menacés d'être inculpés pour faux témoignage.

Au-delà de Kamel, l'union locale CGT de Longwy est clairement dans le collimateur de cette stratégie de criminalisation d'un mouvement ouvrier combatif : sa secrétaire générale est convoquée par le juge d'instruction le 3 juin prochain à 14h30 dans les locaux du TGI de Briey.

Nous invitons donc toutes celles et tous ceux qui sont solidaires et dénoncent la criminalisation de l'action syndicale à être présents le mardi 3 juin dès 13h30 devant le TGI qui se situe place de l'Église à Briey (54).

Cette convocation serait-elle la mise en application des menaces proférées par le SRPJ à l'issue de la



Ces ouvriers coréens poursuivent leur patron, Kim Woo Choong, en février 2001, à travers l'Europe. celui-ci avait jugé plus prudent de « disparaître » de son pays depuis 1999 et la déconfiture du groupe Daewoo.

Sur les pancartes : « Arrêtez Kim Woo Choong ! Non au licenciement économique ! »

garde à vue, c'est-à-dire une accusation pour faux témoignage ?

Toutes les pressions ne suffiront pas à nous faire taire. Nous clamerons l'innocence de Kamel et de ses camarades jusqu'à ce qu'ils soient lavés de tout soupçon !

Nous voulons la vérité.

Pourquoi le dispositif incendie n'a-t-il pas fonctionné sur le lieu de l'incendie ? Pourquoi la direction avait-elle décidé ce jour-là de renvoyer chez eux les salariés qui devaient travailler l'après-midi (de 14 heures à 22 heures) ? Pourquoi les cadres n'étaient-ils pas présents alors qu'ils devaient l'être jusqu'à 22 heures comme il avait été défini lors de la réunion extraordinaire du comité d'entreprise qui s'était tenue le matin ? Pourquoi toute la comptabilité de l'entreprise a-t-elle été démenagée dans la journée du 23 janvier ? Pourquoi les gardes ont-ils reçu l'ordre de ne plus faire de ronde dans l'usine à partir du 23 janvier ?

Qui avait intérêt à ce que l'usine brûle ?

Une erreur judiciaire a été commise ; elle doit être reconnue. Kamel est innocent !

Nous n'aurons de cesse que les vrais coupables soient enfin identifiés ainsi que ceux qui les ont commandités.

Non à la criminalisation de l'action syndicale !

Faites parvenir au juge d'instruction et au garde des Sceaux des lettres de contestation pour exiger la libération de Kamel !

Hervé Korsec, juge d'instruction, TGI de Briey, place de l'Église, 54151 Briey.
Dominique Perben, garde des Sceaux, ministère de la Justice, 13, place Vendôme,
75042 Paris cedex 01.

Un comité de soutien

Nous avons créé un comité de soutien pour aider les camarades de Daewoo-Orion ainsi que leur famille. Si vous souhaitez en faire partie, veuillez nous contacter par téléphone au 03 82 24 30 48 ou par courrier à : UL CGT Longwy, 132, rue de Metz, BP 90 173, 54403 Longwy cedex.

Si vous souhaitez faire un don, envoyez un chèque à l'ordre de UL CGT Longwy.

Pour envoyer un message de soutien au camarade qui est en détention provisoire

(ça lui fera du bien), adressez votre courrier à :

Kamel Belkadi, maison d'arrêt Charles-III, 2, rue de l'Abbé-Diderot, 54000 Nancy.

Évian: pari tenu !



T

TEL POURRAIT ÊTRE en quelques mots le bilan de la Claaac G8! (Convergence des luttes antiautoritaires et anticapitalistes contre le G8).

Né lors d'une réunion nationale du mouvement libertaire un 8 décembre 2002 dans les locaux de la librairie la Plume noire à Lyon, l'aventure de la Claaac s'est petit à petit affirmée en regroupant dès janvier 2003 la plupart des organisations libertaires françaises et suisses avant de s'élargir ces dernières semaines au plan européen (voir ci-après, le communiqué de la Claaac).

L'objectif de la Claaac était simple: faire exister un pôle politique et syndical anticapitaliste, antiautoritaire, antipatriarcal et révolutionnaire qui soit autonome des courants réformistes, des ONG et de tous ceux et celles qui veulent simplement humaniser le capitalisme; permettre au mouvement libertaire de se présenter comme une alternative politique et sociale au système de domination et d'exploitation actuel.

Afin de réaliser cet objectif, les organisations membres de la Claaac avaient décidé de mener une campagne commune de protestation contre les « saigneurs du G8 », de s'impliquer dans l'organisation du Village alternatif, anticapitaliste et anti-guerre (VAAAG) et d'organiser un cortège noir et rouge commun lors de la manifestation internationale du dimanche 1^{er} juin.

Sur ces trois points, il est indéniable aujourd'hui que le pari a été réussi. La campagne commune qui fut lancée à Genève à l'occasion des réunions internationales de préparation de l'anti-G8 le 1^{er} mars dernier a permis de populariser les cinq thèmes de mobilisation que nous avons retenus (l'anticapitalisme, l'antimilitarisme, l'antipatriarcat, la défense de la liberté de circulation et la promotion de l'action directe comme forme d'implication sociale). Pus de 30 000 affiches ont été diffusées, 60 000 autocollants et 35 000 exemplaires d'un journal de campagne sorti en deux numéros. En rassemblant entre 5 000 et 7 000 personnes selon les observateurs, l'imposant cortège noir et rouge de la Claaac dans la manifestation du dimanche 1^{er} juin a permis de montrer que le mouvement libertaire est une force incontournable dans le paysage politique et social actuel. Enfin, en s'impliquant pleinement dans la préparation et l'organisation du Vaaag, via la participation aux collectifs locaux, les militant(e)s de la Claaac ont montré que l'anarchisme n'est pas seulement une force de contestation et de protestation mais aussi une forme d'alternative sociale porteuse de pratiques autogestionnaires concrètes. La force du mouvement libertaire réside bien dans cette capacité à allier la contestation aux expériences

d'alternatives sociales. Et c'est pleinement ce qui a été réalisé lors de cette campagne!

En travaillant ensemble, en menant cette campagne de façon unitaire, les libertaires est beaucoup plus important que ce qui trop souvent les divise. Nul doute que l'ampleur du monde, qui a largement débordé le simple cercle des militant(e)s, tout comme l'impact de notre initiative sont bien supérieurs à l'addition des simples sphères d'influence des organisations membres de la Claaac. La mise en commun de tous nos moyens et réseaux, la démarche collective et unitaire, notre capacité à parler d'une seule voix face aux autres composantes du mouvement social, le tout sur un objectif concret et précis, expliquent en grande partie la réussite de cette campagne et prouve notre capacité à peser sur le fil des événements et des mobilisations sociales. Nul doute que, tout en respectant la sensibilité de chacune de nos organisations, une telle réussite en appelle d'autres, que nous devons être capables d'agir de nouveau ensemble, de façon transversale, afin de peser sur le cours des choses et de prouver qu'un autre futur est possible! La barbarie du système actuel nous l'impose camarades!

David

FA, groupe Kronstadt, Lyon

Communiqué de presse

La convergence des luttes antiautoritaire et anticapitaliste contre le G8 (Claaac G8)¹ se félicite de l'ampleur des mobilisations contre le G8 qui ont eu lieu en France et en Suisse ces derniers jours. La Claaac G8 a pleinement été investie dans le Village alternatif anticapitaliste et anti-guerre (Vaaag) où des milliers de personnes sont venues de nombreux pays mettre en œuvre des pratiques alternatives au capitalisme autour de débats, rencontres et actions. De même, le cortège noir et rouge de la Claaac a rassemblé plusieurs milliers de personnes dans la manifestation, partie d'Annemasse le dimanche 1^{er} juin, pour dénoncer le capitalisme, le patriarcat et le militarisme. Les mobilisations contre le G8 d'Évian et le mouvement social actuel pour le maintien des retraites visent une même cible: la logique capitaliste et ses dirigeants politiques, qui cherchent à l'échelle de la planète à maintenir et augmenter par tous les moyens leurs richesses et leurs pouvoirs sur le plus grand nombre.

La Claaac G8 dénonce par contre la violence d'État qui, par la répression policière, s'est une nouvelle fois abattue sur de nombreux manifestants et manifestantes, principalement en Suisse à Lausanne comme à Genève.

Elle souligne que le drame de Gênes, où un manifestant a été assassiné par la police, a bien failli se reproduire puisqu'un manifestant participant à une action de blocage sur un pont d'autoroute à Aubonne est grièvement blessé après avoir fait une chute de 20 mètres suite à l'intervention policière qui a failli coûter la vie à deux personnes. La Claaac G8 dénonce cette répression, affirme son soutien à tous les manifestants qui en sont victimes et rappelle que la violence d'État a toujours été une méthode utilisée pour maintenir un ordre social inégalitaire au profit d'une minorité de dominants.

L'ampleur des manifestations contre le G8 a été obtenue grâce à la mobilisation de tous ceux et de toutes celles qui luttent pour la solidarité, la liberté et la justice sociale. Un monde à l'opposé de celui voulu par les « saigneurs » du G8.

Claaac G8,
le 3 juin 2003

claaacg8@claaacg8.org / <http://www.claaacg8.org>.

1. La Claaac G8 regroupe des organisations anarchistes, communistes libertaires et anarchosyndicalistes au plan européen dont l'Alternative libertaire, l'Anarchist Federation, Anti-authoritarian Movement Salonika 2003, Apoyo mutuo, CGTE, la Confédération nationale du travail, la Fédération anarchiste, la Federazione anarchisti italiani, la Federazione dei communisti anarchici, l'Organisation communiste libertaire, l'Organisation socialiste libertaire, Red libertaria, le Réseau No pasaran, SUF.

Transmis par la Fédération anarchiste,
secrétariat aux relations extérieures

relations-externes@federation-anarchiste.org
145, rue Amelot, 75011 Paris

Du Vaaag à l'âme

NOUS SOMMES dans le dernier trimestre de l'année 2002 lorsque des initiatives françaises sortent des cerveaux collectifs de plusieurs groupes. On peut compter entre autres celle de la Claaac G8 et celle du Vaaag, village anticapitaliste et anti-guerre sur l'initiative du réseau No Pasaran. No Pasaran invite large (des milieux trotskistes, écologistes, etc.) pour les premières réunions mais la rupture est inévitable. Effectivement, sous prétexte d'unité, de la nécessité de créer un front commun, de ne pas apparaître comme de vilains petits sectaires, plusieurs organisations et mouvements refusent de se prononcer pour un réel anticapitalisme et refusent une rupture avec la gauche institutionnelle.

Anticapitaliste et en rupture avec la gauche institutionnelle

Le refus de se positionner clairement de manière anticapitaliste consiste à défendre implicitement que le capitalisme peut se réformer et être « humain ». De la même manière nous verrons régulièrement dans les débats du Vig (village inter-galactique, rassemblant Attac, la LCR et l'ensemble de la gauche institutionnelle) un souci de réformer le G8 de l'élargir... La Claaac, de son côté, affirmait dans une conférence de presse juste avant le 28 mai :

« Non seulement nous contestons la légitimité de ce sommet, mais aussi la légitimité de chacune de ses composantes. Les chefs d'État, même "démocratiquement" élus, ne représentent pas les intérêts ni les aspirations de ceux et de celles qui les ont portés au pouvoir, mais ceux des puissances financières qui leur permettent de s'y maintenir. Le système capitaliste et son corollaire le salariat ne peuvent être réformés... »

Cette rupture n'est pas le résultat d'une pratique sectaire, du refus du débat, mais d'un besoin de clarté au risque de revivre les illusions du communisme autoritaire ou de la social-démocratie. Et que dire de Lula qui, après s'être rendu à Porto Alegre, accepte l'invitation de Chirac au G8 afin de proposer la création d'un fonds contre la misère et la famine en taxant les ventes d'armes!

Deuxième point de rupture: les mouvements altermondialistes refusent une réelle rupture avec le capitalisme et donc avec les organismes, institutions et partis politiques le gérant. Or il est impossible d'ignorer la volonté hégémonique de la gauche classique. Les luttes, que ce soit au niveau social, sur les



retraites, etc., des sans-papiers, du nucléaire, etc., doivent se mener de manière autonome, sans rattachement avec les enjeux politiques, les enjeux de pouvoir et de stratégies et d'échéances électorales. L'autonomie des luttes est une nécessité! Et comment ignorer l'objectif (récupération, flirt électoral, etc.) du PS quand il souhaite organiser un forum sur la mondialisation à Annemasse (lieux d'implantation des villages) en invitant les pontes de la sphère associative (Attac, Cedetim, etc.). Que leur meeting, qui tentait par la même de faire une véritable OPA médiatique dans un premier temps sur ce qu'il se passait dans la région, soit annulé par l'intervention et la forte présence des anarchistes dans la ville est en soit une petite victoire.

Le Vaaag, une alternative en acte

Le pari n'était pas mince: créer un espace autonome de réflexions et d'actions, créer un lieu autonome qui puisse devenir un véritable espace de convergence des résistances. Pari réussi en grande partie comme le prouve les témoignages qui suivent. Certes, il ne faut pas faire de cette expérience une image idyllique, mais elle fut très riche. L'expérience autogestionnaire ne fut pas complète, et certaines personnes ne se sont pas impliquées et ont vécu le lieu en consommateur ou consommatrice. De même, l'implication parfois énorme dans la gestion quotidienne et logistique du village nous a parfois empêché de participer aux débats, aux échanges politiques, etc. Néanmoins, nombre d'espaces ont été le fruit d'expériences collectives (avec ses assemblées générales, la rotation des tâches et des mandats, l'élaboration collective de projets d'aménagements ou d'actions, etc.) comme les quartiers/barrios avec leurs cantines, les espaces accueil/sérénité, etc. Les prix libres (on paye en fonction de ses moyens) n'ont pas entraîné de déficit particulier. Les débats furent permanents,

de ceux organisés sous les chapiteaux et qui réunissaient au minimum une petite centaine de personnes à ceux qui naissent spontanément autour de pluches, de la vaisselle ou d'un repas...

Action directe

Le Vaaag a donc naturellement été un lieu d'émergence d'idées et de mises en place d'actions. Un débat permanent (qui mériterait à lui seul de nombreuses pages) existait sur la question de la violence, sur sa légitimité, sur le regard médiatique, etc. Un consensus arrivait parfois à émerger :

- Reconnaissance des diversités tactiques, mais les personnes doivent s'auto-organiser sans impliquer des personnes venues d'une manière pacifique (pas de mise en danger d'un cortège pacifique par exemple).

- La violence (blocage, occupation, etc.) est d'autant plus légitime qu'elle est portée collectivement, par un réel mouvement et non pas le fruit d'une avant-garde éclairée. Le mouvement social sur les retraites en est le parfait exemple : après un mois de manifestation dans la bonne humeur sans rien donner (même pas l'amorce d'une fausse négociation), l'action directe, visant le blocage partiel du système, arrive à l'ordre du jour.

Les actions hors du village furent donc multiples : le 29 mai, manifestation festive et d'autodérision à Annemasse ; le 30 mai, manifestation à Genève (passage en train gratuit, sans montrer ses papiers à la frontière) qui se termine par une occupation partielle du siège de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) ; le 31 mai, actions contre le meeting du Parti socialiste ; le 1^{er} juin, à l'aube, action de blocage visant à ralentir, à désorganiser le sommet : en cherchant entre autres à empêcher des délégations, le personnel, les traducteurs à se rendre à Évian, le 1^{er} juin, manifestation de la Claaac. Et on ne cite pas toutes les actions à Genève ou Lausanne.

Même si les forces de l'ordre avait des consignes particulières afin d'éviter la bavure comme à Gênes, la police était là pour sécuriser, pour maîtriser. C'est ainsi que les contrôles furent multiples, qu'en Suisse plusieurs centaines d'arrestations sont à déplorer, des blessés graves, etc. On en reparlera...

Malgré tout, le Vaaag a été une forte expérience et que l'on n'est pas prêt d'oublier et, le vaaag à l'âme, on l'a au retour car on se sent seul, on recherche ces espaces permanents de convivialité, de débats... comme le prouve aussi les extraits des témoignages qui suivent.

Theo Simon

Et maintenant, rentrer chez soi...

VOILA, je confirme, c'est super dur de rentrer chez soi, après plus de dix jours de VAAAG. On n'arrive plus à s'en défaire ! et les copain-copines nous manquent !

Au moins, on n'a pas bossé pendant six mois là-dessus pour rien ! Ça valait vraiment la peine ! Une super réussite, une expérimentation sociale comme j'aurais pas cru qu'on puisse la faire il y a un an. On a semé des graines, elles ont commencé à germer, qu'elles continuent à croître !

Et n'oublions pas que le village a non seulement conquis des personnes déjà sensibles à nos idées, mais aussi des habitant(e)s d'Annemasse, qui nous ont soutenu(e)s et que nous avons d'ailleurs invité(e)s à nous rejoindre le mardi 3 juin au soir, pour une soirée avec AG et repas. Une super ambiance, des barrières tombent, des liens se tissent. Un Annemassien disait : « Et maintenant, qu'est-ce qu'on va faire sans vous ? » On leur manque déjà ! et nos pratiques avant tout !

À bientôt.

Sophie
Chambéry

Mon bilan du Vaaag

LE PREMIER JOUR, j'ai participé à la construction de la cuisine du quartier où on avait planté la tente, j'ai pas mal participé à la bouffe, et découvert l'application pratique et les implications du prix libre.

Le deuxième jour, j'ai pris un coup de soleil sur la tête, RAS... Ah, si, il y a eu la manifestation dans le centre d'Annemasse : c'était vraiment agréable d'inviter les gens à venir manger au village : il paraissait possible qu'ils se déplacent pour venir nous voir et discuter. D'ailleurs, certains l'ont fait, j'en ai vu passer quelques jours plus tard à un repas : un bon point pour l'ouverture sans transiger avec la radicalité (même si les drapeaux noirs font peur à la plupart des gens, moi avant comprise) !

Ensuite, ça se mélange un peu, il y a eu un pogo féministe réussi (on a pu réaliser un espace non mixte au deuxième rang des spectateurs, c'était pas gagné d'avance), un passage au point G, pour voir et tâter l'ambiance : essentiellement, ça fait du bien, je trouve ça réellement décontractant d'être débarrassée de tout regard masculin...

L'autogestion et les décisions collectives sont parfois un peu lourdes à manier (les assemblées de barrios sont longues, ou agressives, ou creuses...), mais on peut proposer ce qu'on veut et le mettre en pratique : y'a un truc qui va pas ? Ben, bouge tes fesses ! les infos sur les débats du VIG passent pas sur radio VAAAG ? Propose ! le tri est fait n'importe comment ? Bon, on fait des affiches et on les distribue dans les cuisines ! Le tri est toujours fait n'importe comment ? On laisse tomber et on réalise que y'a peu de production de déchets (toutes les cuisines utilisaient de la vaisselle lavable par exemple), et que c'est là l'essentiel !

Le mieux, c'est d'avoir pu discuter



d'énormément de choses avec énormément de gens : à n'importe quel moment, une discussion pouvait naître sur la décroissance, la nécessité de l'éducation, de la technique, l'anarchisme, l'antisépisme, l'utilisation de la violence ou n'importe quoi d'autre, et tout ça en faisant la queue pour aller manger, dans le car, au bar...

La mise en pratique aussi était importante. Quand on accueille des médias, on se rend bien compte des implications des décisions prises à leur sujet, quand des copines rentrent d'une manif qui a tourné à l'action directe, les mots se chargent de sens!

En bref, le Vaaag : un excellent outil pour changer le monde!

Virginie

Une vraie aventure

Une vraie aventure que cet événement contre le G8 à Annemasse. Ce fut dense et riche en énergie, en action, en concret, un baptême du feu un peu...

Le plus réussi, me semble-t-il, c'est le village, le Vaaag et la possibilité de se rencontrer, d'échanger, de participer à l'autogestion, pour devenir, encore plus... militante... contre le système en place, « pour » l'alternative.

Caro

Des villages autogérés partout et tous les ans!

MAIS, SURTOUT, je pense que cette expérience de village autogéré et anticapitaliste porte en elle un grand espoir pour les mouvements libertaires. Elle constitue un bien meilleur outil de propagande que les tracts, affiches, autocollants ou que les forums organisés à l'occasion. En effet, le terme même de propagande est en désaccord avec la philosophie anarchiste. On ne convainc pas à l'anarchisme, on devient anarchiste en le vivant, en l'expérimentant par soi-même. Voilà ce que le village a permis à des milliers d'individus, et ça a plutôt bien marché. Un grand nombre de personnes ont découvert la portée de l'anarchisme en participant à la vie du village. Des personnes qui, avant la création du village, étaient complètement étrangères à l'autogestion et qui se questionnaient sur la structure de leur association; ou encore des habitants des quartiers populaires qui hallucinaient sur le concept du prix libre. Ils ont tous pu constater que le village était extrêmement organisé par rapport à d'autres villages non autogérés; ces derniers ressemblant plus à des campings qu'à des espaces de vie communautaire.



Respectant le principe « liberté comme but, égalité comme moyen et fraternité comme conséquence », le Vaaag et la Claaac ont permis, grâce à la participativité des « villageois », des conditions de vie très agréables et complètement expérimentales, des débats riches, et des rencontres d'individus de sensibilités différentes. Le village était extrêmement organisé. Bien obligé, si on voulait qu'il réponde au principe d'autogestion afin de faire participer au maximum les individus. Tout ceci a permis de jeter aux oubliettes le bon vieux stéréotype issu de la propagande savamment entretenue depuis des années: « L'anarchisme, c'est le chaos. »

Le fait de « participer » a beaucoup séduit. Je pense que l'individu ne demande que ça, mais qu'il ne sait plus le faire, pris dans la société de consommation. L'individu « spectateur » est devenu complètement passif et isolé dans « la société du spectacle ». J'ai ressenti ce village comme une gigantesque « situation » permettant à l'individu, de réapprendre à participer. C'est en cela que j'ai été le plus impressionné.

Yvan
Bordeaux

Continuons à construire des villages alternatifs et de résistance!

Impressions à chaud au retour d'Annemasse où l'ambiance était vivifiante... Arrivée jeudi matin à l'aube dans une ville en état de siège où l'État et ses nombreux serveurs en bleu marine avaient fait monter une psychose depuis des semaines sur l'arrivée de hordes de manifestants enragés prêts à tout péter. Conséquence: une population flippée, ville aux boutiques barricadées par d'élégantes plaques de contreplaqué (à qui profite le crime?), quartier de flics en habits anti-émeutes bouclé par des grilles barbelées où l'on percevait canons à eaux, et « tracteurs » anti-

barricades... Jamais vu autant d'hélicoptères survoler les villages et les manif. Ambiance de guerre. Pareil à Genève!

Au Vaaag (village anticapitaliste, alternatif et anti-guerre), une expérience d'autogestion a pu être mise en place dont évidemment aucun des médias propagandiste n'a parlé, plus pratique de focaliser sur les manifestations de violence que sur les tentatives de constructions alternatives!

La dynamique du Vaaag a été à mon sens particulièrement intéressante par les échanges entre les personnes vivant sur le village, notamment autour de la structuration de cette micro-société au-delà du système habituel de consommation. Le village organisé en quartiers, autour de cuisines autogérées, a pu fonctionner (legal team, accueil, cuisines, bars, équipe médicale, etc.) par l'implication directe des gens lors des nombreuses AG de démocratie participative. Je n'en dirai pas de même de la grand-messe concert où entre autres Manu Chao est venu chanter son *Me gustas tu* devant des milliers de gens qui consommaient aux camions bouffe et boisson... ainsi que certains teufeurs venus se défoncer et écouter de la tech toute la nuit, fatiguant pour reprendre des forces avant les manif du lendemain...

Et puis, comme je l'ai entendu, alternatif ne rime pas avec « Je fais ce que je veux quand je veux, que ceux que ça dérange s'en aille. » mais, bon! Bref, même si des imperfections ont existé (personne n'est parfait), ce qui s'est passé là a une valeur politique bien plus forte que tout discours ou manif, preuve que l'on peut fonctionner autrement.

Et puis les manif: vendredi à Genève dans les quartiers des administrations mondiales (OMC, OMPI, Onu, etc.); grosse manif de dimanche aux slogans scandés par 5 000 anars ou assimilés tout au long de 15 km sous le soleil écrasant, mais la joie au cœur en chantant l'Internationale en rentrant au Vaaag... Et tout ce que je n'ai pas vu, entendu, vécu...

Continuons à construire des villages alternatifs et de résistance!

Véronique

Traction animale

pas si bête que ça !

Jean-Marc Raynaud

« Mettre à la disposition des humbles et des petits les moyens techniques d'atteindre leur autonomie alimentaire, leur indépendance. » C'est le but recherché initialement par Jean Nolle et ses émules. Ils n'opposent pas bêtement la traction animale à la traction mécanique. Mettre en avant la traction animale avec un matériel adapté se révèle une alternative intelligente aux moyens agricoles modernes souvent inaccessibles ou inutilisables.





UN CHEVAL OU DES BŒUFS tirant une charrue maintenue à bout de bras par un paysan aux manches retroussées avec en toile de fond des envolées de mouettes, c'est assurément beau comme une toile de Rembrandt. Comme un souvenir des temps passés soigneusement briqué sur une étagère de musée. Ça fait rêver.

Ça peut même rendre un tantinet nostalgique. Mais...

Oh certes, certains, deux rescapés de la préhistoire, trois atardés du baba-coolisme naturaliste, quatre snobs en mal de sensation forte et quelques hordes faméliques d'Africains et d'Asiatiques pratiquent encore ce genre de « sport », mais à l'heure des satellites, de l'industrialisation et de la robotisation de l'agriculture, des engrais chimiques, des épandages par avion, de la division internationale de la production agricole... faudrait quand même pas charrier. Un cheval ou des bœufs tirant une charrue, ça ne peut faire que sourire...

Sourire!...

Est-il besoin de le préciser, si mon grand-père et le tien ont acheté un jour un tracteur (mon grand-père ayant quand même gardé ses deux juments parce que les animaux, c'est pas des choses qu'ont jette et que, pour aller se

faire un plan pêche le dimanche après-midi, après la sieste, c'est quand même mieux d'y aller en carriole qu'en tracteur), c'est pas par hasard. À l'évidence le tracteur ça fatigue quand même moins le « chrétien ». Et donc...

Mais, cela étant, pourquoi opposer la traction animale à la traction mécanique?

Qui parle de ça?

Dans certaines circonstances, quand t'as des pentes d'enfer à cultiver, quand t'as pas de thunes pour t'acheter un Mac Cormick ou quand ce que tu veux cultiver nécessite de caresser la terre, pourquoi se priver de l'hypothèse traction animale?

Faut vraiment être con comme un plouc scotché à Internet ou au Crédit agricole pour cracher dans la soupe.

Les camarades de Prommata (promotion du matériel moderne à traction animale) ne sont mariés ni avec Internet ni avec le Crédit agricole. Ils sont tout simplement de bon sens.

Pour la plupart, ils ont des tracteurs. Mais, tous, ils ont compris que dans un certain nombre de cas la traction animale est une solution qu'il serait dommage de négliger.

Mieux, non content d'être de bon sens (ce que les ex-maoïstes parisiens reconvertis gauche caviar ou droits de l'homme de

préférence loin de l'Hexagone qualifiant de « sens commun », ils font également dans l'intelligence et (beh oui) dans la révolution.

Dans l'intelligence car ils n'opposent pas bêtement la traction animale à la traction mécanique. Car leur association ne se contente pas de discourir mais offre des stages de formation au niveau du dressage, de la forge, de la soudure, de la bourrellerie, des documentations de toutes sortes, des démonstrations, des conférences...

Dans la révolution car ils ne vendent ni une solution miracle ni de la soupe.

Toute la technologie liée à la traction animale qu'ils mettent en avant est une technologie qui ne coûte pas cher et qui est maîtrisable (au niveau coût comme au niveau réparation) par M. Paysan-tout-l-monde.

Et beh oui, l'association Prommata, ça n'est pas une future nouvelle multinationale écolo bricolo thunes et compagnie.

Si elle vend du matos (et elle n'en vend pas bésef), elle offre, surtout un savoir-faire. Un savoir-faire basé sur l'autonomie, le pas cher et l'écologie sociale.

Ça vaut, bien sûr, pour le tiers monde. Mais ça vaut aussi pour des tas d'endroits de l'Hexagone. Et c'est pas passéiste pour deux sous.

Quand t'as de la pente, quand t'as pas d'thunes, quand t'as des chevaux ou des bœufs à disposition, quand tu peux te démerder toi-même et pour pas cher de ton outillage, quand tu penses que cultiver la terre c'est pas obligatoirement la défoncer, lui mettre un sac (d'engrais chimique) sur la tête et lui foutre les tripes à l'air. La traction animale revue et corrigée par l'association Prommata t'offre même une petite brise de modernisme.

Prommata, c'est bien sûr une petite association ariégeoise. Ça a pas d'sous. C'est pas à l'aube de convaincre le et les pouvoirs. Ni bien sûr les péguénets qui crèvent d'une pseudo modernité et du vampirisme made in Crédit agricole... mais va les voir, lis leurs publications et écoute un peu ce qu'ils racontent... et tu pigeras tout de suite.

Comme le disait Jean Nolle, ce vieux fou extraordinaire qui a pensé et conçu une traction animale et son outillage au service de l'écologie et des pauvres : « La génération actuelle n'a pas le droit de sacrifier les générations futures sur l'autel de ses fantasmes. Sauver l'animal de trait, c'est peut-être sauver nos descendants d'une grave crise due à l'appauvrissement des sols aussi bien qu'à la hausse des coûts. »

Pas l'droit, et c'est peut-être...

Merci camarades de Prommata de nous rappeler que la révolution, c'est tout à la fois une éthique et du rationalisme.

On a suffisamment peu l'occasion de le dire pour ne pas la loucher.

1. Prommata, La gare, 09420 Rimont, Ariège. Tél. : 05 61 96 36 60.

expérience au Burkina Faso

Jo Ballade, bioculteur en Ariège et animateur de Prommata, a apporté son savoir-faire lors d'une mission de coopération avec la commune rurale de Kamboincé. Extraits du carnet de bord.

DEPUIS LONGTEMPS, au Burkina, certains ont laissé leurs traces : des tracteurs aux pneus lisses qui pompent le fuel comme trois cents mobylettes, qui écrasent les sols fragiles et les pulvérisent à coups d'énormes disques; des chartrons qui retournent la terre, sans en prévoir les conséquences à moyen ou long terme.

On y trouve pas mal de matériel suisse, italien ou français, rouillé, abandonné faute d'entretien ou parce qu'il était, malgré toute espérance, inutile ou inapproprié.

Le CFPPA des Vaseix connaît bien la problématique agronomique du Burkina. L'expérience a permis d'amener les outils et le porte-outils appropriés.

Ici, les animaux de trait, zébus et ânes sont assez petits mais très robustes et volontaires. Ils ne sont pas entretenus mais ont une bonne santé. Les sabots s'usent sur les pistes de latérite et les pieds ne sont jamais parés. Les ânes servent uniquement à tirer des charrettes métalliques. La sellette : une plaque de tôle pliée, posée sur un sac rembourré. Les porte-brancards fixés à la sellette : une chaîne de mobylette. Pas de palonnier, et le collier (un pneu de vélo plié en deux, enroulé par des bandelettes de tissu) est attaché directement sur les brancards. Il existe du cuir en quantité sur le marché, mais je n'ai vu aucune bourrellerie.

Il faut casser cette croûte sèche et dure pour pouvoir semer rapidement dès les premières pluies. Il n'y a que deux à trois semaines pour tout faire et, à part la préparation du sol qui peut se faire avec des zébus, l'ensemble des travaux s'effectue le dos plié.

Près des barrages, proches des lits des rivières ou dans les zones irrigables grâce à des forages : les légumes sont cultivés en période sèche, en planches ou en sillons.

La totalité du travail s'effectue à la main. Des petits rectangles de cultures sont inondés sans cesse, grâce à une pompe à eau, à énergie humaine.

Dans la brousse, à la saison des pluies, on cultive du sorgho, du mil, des arachides, du niébé, du riz pluvial, du coton... À partir de juin, les pluies tombent violemment en très grande quantité; les sols sont alors lessivés, et la terre de surface est emportée dans les bas-fonds. L'érosion a été favorisée par des techniques de travail inappropriées (par exemple le labour au tracteur) et une désertification croissante. Le manque d'humus est aggravé par la perte totale des déjections animales qui séchent et se minéralisent sur le sol.

À la main les rigoles d'irrigation, les buttes, les arrachages, les trous de plantation (le zaï). Les besoins pratiques sont exprimés; casser la croûte sèche avant les pluies pour pouvoir semer rapidement; creuser des rigoles d'irrigation; monter des billons en très peu de temps; retenir l'eau, favoriser son infiltration; utiliser les ânes dans les cultures et améliorer leur harnachement pour le travail agricole; pouvoir faire les récoltes de pommes de terre et d'arachides en utilisant la traction animale (tout se fait, là encore, à la main).

Tout le monde exprime le besoin de « s'en sortir », et le chef coutumier de Kamboincé a été clair : « Les paroles, c'est bien, mais il faut maintenant du concret; on ne veut plus accepter le poisson mais plutôt apprendre à le pêcher. »

La grande souplesse d'utilisation de la Kassine (sa polyvalence) permet d'effectuer tous ces travaux avec le même porte-outils; tout le monde a vite compris la différence apportée (en comparant avec les types houssine) par la barre à cran, le crochax et la forme du guidon. Pouvoir la transformer en Kanole, donc lui adapter un timon ou un brancard, pouvoir l'utiliser comme moyen de transport, a fait d'elle la vedette de la mission... Ceux qui travaillent pour une agriculture durable dans l'idée de préserver l'eau et la vie des sols constatent, dès les premiers essais, l'efficacité de la sous-soleuse.

Le CFPA de Kamboincé a lancé un programme de fabrication de la Kassine dans le but d'en obtenir cinq avant la fin de l'année.

Un jeune agriculteur, Antoine Tarpilga, travaillant 20 hectares, veut faire des démonstrations dans les villages; il va participer activement à la diffusion de la Kassine et se propose de former les paysans à son utilisation. Une formation en Ariège, de cet agriculteur serait aussi très utile.

Mon point de vue, exprimé ici, concerne uniquement les zones que j'ai pu visiter et non pas l'ensemble du pays.

Mon implication personnelle dans cette « mission », en cohérence avec l'éthique de Prommata (garante de celle de Jean Nolle) n'est motivée ni par « l'humanitaire » ni même par la prétention d'exporter le savoir-faire européen (que dis-je : ariégeois!)

Ce n'était donc, tout simplement, qu'un échange entre paysans.

Jo Ballade
bioculteur

charte de Prommata

L'ASSOCIATION PROMMATA « promotion du machinisme moderne agricole à traction animale » a été fondée en 1991 par un groupe d'agriculteurs ariégeois appuyés par Jean Nolle. Elle siège à Rimont en Ariège. Prommata a pour mission, dans un esprit non lucratif, de soutenir dans leur démarche, les agriculteurs qui travaillent (ou souhaitent travailler) avec les animaux de trait.

Jean Nolle, décédé en 1993 à l'âge de 75 ans, avait mis au point pour les pays en voie de développement ce machinisme agricole au cours d'une centaine de missions sur les cinq continents.

Ce type de matériel est utilisé depuis les années 80 par des agriculteurs ariégeois. Il valorise la traction animale partout où elle est rentable : zones sensibles, territoires à fort handicap naturel, petites surfaces à production de qualité, transformées et vendues en circuit court.

Cet outillage est simple, polyvalent et moderne qui, modifié et adapté à nos sols convient très bien aux paysans européens.

Ce concept est le résultat d'une longue expérimentation sur le terrain et d'une réflexion globale sur une agriculture en crise à l'échelle planétaire. Malgré une prise de conscience récente, il reste beaucoup de progrès à faire sur les méthodes agronomiques aux conséquences sociales et environnementales souvent dramatiques.

– Fragilisation des sols, risques de ruissellement, de ravinement, de tassement, utilisation d'engrais et de pesticides, etc.

– Perte d'autonomie du paysan : engins lourds et sophistiqués, endettement, exploitations non transmissibles, dépendance alimentaire et industrielle soumises aux lois du marché.

– Perte de confiance du consommateur avec les récentes crises alimentaires et environnementales.

– Dépendance de la production alimentaire à un machinisme consommant des énergies coûteuses, polluantes et non renouvelables.

– Perte du lien avec les équilibres naturels qui sont sur la base d'une agriculture durable, d'un équilibre du monde rural dans ses aspects sociaux et environnementaux.

– Disparition du patrimoine des neuf races françaises de chevaux de trait.

Cette réhabilitation des animaux de trait dans le monde rural est une démarche économique, sociale et environnementale.

Économique, car la traction animale avec un outillage modernisé, pratiquée sur des petites surfaces est économiquement viable et favorise les productions de qualité à forte valeur ajoutée (production bio, transformation, circuits courts, etc.). Le concours de l'association aux utilisateurs leur permet :

– De bénéficier d'une certaine maîtrise technique et financière de l'outil de production. Chose rare dans le contexte actuel d'une agriculture industrialisée.

– D'assurer au moindre coût la maintenance d'un équipement simple.

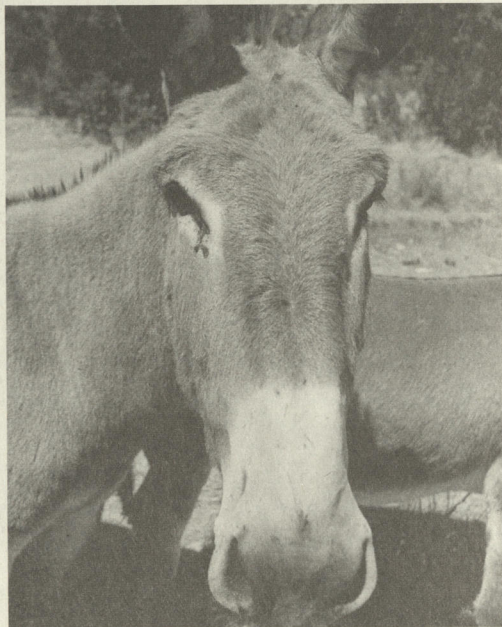
– D'acquérir plus d'autonomie et d'éviter l'endettement lié à la mécanisation en matériel lourd.

Sociale, dans la mesure où les agriculteurs opérant en traction animale ou mixte vivent et travaillent pour ce « retour raisonné » à une cohérence de travail et de vie. Les petits porteurs de projets peuvent s'installer sans l'investissement lourd d'une mécanisation sophistiquée.

Environnementale, car la traction animale est par définition écologique. Elle permet :

– Une production de qualité respectueuse des sols et des consommateurs sans utilisation massive d'engrais, de pesticide ou de génétique.

– Des façons culturales adaptées à la sécheresse ainsi qu'à la préservation des cours d'eau et de la nappe phréatique.



– Le nettoyage des berges et l'exploitation des ressources forestières fragiles en préservant l'environnement,

– L'utilisation d'une énergie renouvelable et non polluante, et la production de matière organique fertilisante,

– La reconquête d'espaces délaissés par l'agriculture productiviste (territoires trop pentus, peu accessibles, trop morcelés). La rénovation d'une dynamique de territoire pour ces espaces en mutation est un véritable enjeu économique et social pour les massifs en déprise agricole. Elle passe par l'installation de pratiques agricoles « orientées qualité » adaptées.

Face aux enjeux de la modernité, toutes les propositions doivent être examinées. Une traction animale modernisée a pleinement sa place dans une agriculture dite durable. Elle va de pair avec les méthodes agro-écologiques : qualité des sols, des produits, de l'environnement, indépendance énergétique et travail à l'échelle humaine à l'écoute des animaux et du milieu naturel.

Références bibliographiques :

Machines modernes à traction animale, Jean Nolle, L'Harmattan

Le cheval, énergie douce pour l'agriculture, Joseph Pousset, Utovie

Chevaux de trait, le retour ? Bernadette Lizet,

CNRS, muséum d'histoire naturelle

Le Débardage à cheval en France, Anne Thiry,

les Haras nationaux.

La montagne accouche d'une souris



Charles Reeve

LES ÉCRITS du groupe Krisis, réunis autour du sociologue Robert Kurtz et éditeur en Allemagne de la revue du même nom, étaient peu connus en France. Lacune désormais réparée par la publication du *Manifeste contre le travail*.¹

La critique de la morale du travail, dans la pensée de gauche, donne un ton et une fraîcheur à un texte où Krisis tente de caractériser la situation actuelle du capitalisme. Il s'agit d'abord pour eux de démonter les recettes réformistes prétendant corriger les méfaits du capitalisme de casino : les nostalgies keynésiennes, les revendications d'un salaire social, ou encore la taxe Tobin-Attac. Pour Kurtz et ses amis, la spéculation est la conséquence de la crise de l'investissement et non le contraire. « C'est le critère de la rentabilité même, ainsi que ses bases, qui sont celles de la société de travail, qu'il faut attaquer comme obsolètes. » (p. 74). Krisis se démarque aussi des projets des divers courants socialistes qui ont voulu faire des revendications quantitatives, les luttes économiques et syndicales, le levier de l'émancipation sociale. Ce processus d'intégration est aujourd'hui suivi par l'éclatement du monde ouvrier ; terrain sur lequel « sonne le glas de la gauche classique » (p. 86). C'est pourquoi, dans les projets de sa refondation, « la nostalgie social-démocrate et keynésienne se substitue à la rupture avec les catégories du travail » (p. 87). Krisis souligne la nature étatique des projets de salaire social et du revenu garanti, recoupant en cela d'autres critiques.²

Jusqu'ici, rien de nouveau sous le soleil ! Concernant la critique du réformisme moder-

ne, Krisis répète – avec un goût prononcé pour la suffisance –, ce qui a déjà été écrit. Cas d'école très répandu, à les lire il semble que la critique du capitalisme contemporain aurait commencé le jour où ils se sont mis à réfléchir. Mis à part quelques références au « situationnisme » et aux courants du gauchisme italien, quelques formules qui rappellent le *Droit à la paresse* de Paul Lafargue (jamais cité), on balaye tout sans distinction et on jette, pêle-mêle, le pire comme le meilleur dans les poubelles de l'histoire. Dès lors, on ne s'étonnera pas de voir le mouvement ouvrier réduit au syndicalisme, simple élément « accélérateur de la société du travail ». Fait significatif, on cherchera en vain, dans ce *Manifeste* la moindre allusion aux ruptures révolutionnaires du XX^e siècle ou une seule référence aux courants révolutionnaires du marxisme et de l'anarchisme.

Une idée centrale constitue l'ossature des analyses de Krisis : le capitalisme est un système dont le but est « la société de travail » ; « L'histoire de la modernité est l'histoire de l'instauration du travail. » (p. 45) « Le travail est une fin en soi dans la mesure même où il sert de vecteur à la valorisation du capital argent, à l'augmentation infinie de l'argent pour l'argent. Le travail est la forme d'activité de cette fin en soi absurde. » (p. 33) Jamais ce vecteur-travail n'est défini comme relation sociale, historique ; ni caractérisé spécifiquement comme travail aliéné, salarié.³ Or, c'est la dépossession du travailleur de sa propre activité qui lui enlève le contrôle de sa propre vie. C'est l'activité humaine devenue marchandise, qui fonde les séparations. Chez Krisis, la notion

Oiseau-tempête

3,5 €



SIMULATEURS DE VOL

de profit est absente, le concept d'exploitation compte peu puisque « la machine capitaliste n'a d'autre finalité qu'elle-même » (p. 18).

La valorisation bourgeoise du travail est placée au centre du fonctionnement du système dont le but serait de faire travailler les individus! Ce discours – qui renverse la morale religieuse voyant dans le travail la vocation naturelle de l'homme – foisonne de formules moralisantes: « principe cynique », « système délirant », « loi du sacrifice humain », « croisade au nom de l'idole travail », ou encore « il vaut mieux avoir "n'importe quel" travail plutôt que pas de travail du tout est devenu la profession de foi exigée de tous » (p. 14). Or si le prolétaire s'entête à chercher du travail, n'est-ce pas parce qu'il ne peut pas faire autrement, la vente de sa force de travail étant son seul moyen de survie?

Qu'est-ce qui caractérise la crise de la « société de travail » selon Krisis? Voici des éléments de réponse: « Avec la troisième révolution industrielle de la micro-informatique, la société de travail se heurte à sa limite historique absolue. » (p. 60) Plus précisément, « pour la première fois, on supprime d'avantage de travail qu'on ne peut en réabsorber par l'extension des marchés » (p. 62). Il s'ensuit que, dans une société qui « n'aura jamais autant été une société de travail [...], le travail est devenu superflu. [...] C'est au moment même où le travail meurt qu'il se révèle une puissance totalitaire » (p. 14).⁴ Krisis semble oublier que cette nécessité d'élever constamment la productivité du travail, de remplacer le travail vivant par des machines, est intrinsèque au processus de production de capital. En période de crise, toute la force de travail ne trouve pas preneur sur le marché, et l'apparence du travail comme superflu n'en est que la conséquence. En tirer une interprétation de type « catastrophique » représente une mystification, c'est renouer avec l'approche millénariste, présenter les contradictions présentes du

capitalisme comme indépassables. Tout au long de son histoire, le capitalisme a pu rétablir, au prix de la barbarie, des nouvelles conditions de production de profit, créer de nouveaux marchés, et se faisant se perpétuer. Le capitalisme va mal mais il ne s'effondrera pas de lui-même, il faudra bien l'intervention de forces sociales décidées à inscrire dans les faits un projet émancipateur. Là est la seule limite « absolue » du système.

La « rupture avec les catégories du travail », Krisis l'associe à un « projet de resolidarisation ». Celui-ci doit se concrétiser dans de « nouvelles formes d'organisations sociales (associations libres, conseils) (qui) contrôlent les conditions de la reproduction à l'échelle de toute la société » (p. 95). Après avoir assimilé prolétariat-sujet historique, grève et intégration syndicale au mouvement ouvrier réformiste, Krisis a pour ambition de poser les jalons d'une « nouvelle théorie de la transformation sociale ». De celle-ci émerge la proposition d'une auto-organisation autour d'une « lutte pour un fond de temps social autonome ». Sur ce thème la lecture du *Manifeste* gagne à être complétée par d'autres textes du groupe.⁵ Et c'est alors qu'un épais brouillard tombe sur la ville!

Le secteur dit de l'« économie sociale », (ONG et associations) est défini comme « forme embryonnaire d'une reproduction émancipatrice et non marchande », qu'il s'agit de « radicaliser et unifier dans la perspective d'un dépassement du système producteur de marchandises ». Un autre axe de lutte y est associé: « la paralysie du système nerveux de la reproduction capitaliste », par des grèves de camionneurs et les barrages des écologistes contre le transport de matières radioactives. Enfin, squats, trêches autonomes, associations de consommateurs, coopératives, occupations de terres dans les pays pauvres, sont susceptibles d'organiser une « reproduction autonome » et contenir en germe l'exigence d'une

production non capitaliste. Les niches alternatives au sein de la société, les zones autonomes temporaires, refusées en théorie dans le *Manifeste*, sont repêchées dans la pratique. Toute insubordination est-elle subversive? Comment ces « embryons » pourront-ils dépasser le système? Peut-il y avoir dépassement sans rupture? Voilà autant de questions que Krisis ne pose pas. Ici comme ailleurs, l'abandon des catégories de classe se fait au bénéfice d'une sorte de « front alternatif », proche de l'activisme citoyen.

Corporatisme oblige, Krisis n'oublie pas qu'« il faut créer un nouvel espace intellectuel libre où l'on puisse penser l'impensable. [...] Seule une critique du travail, nettement formulée et accompagnée du débat théorique nécessaire, peut créer un nouveau contre-espace public, condition indispensable pour que se constitue un mouvement social pratique contre le travail » (p. 92). Nous voici revenus au vieux schéma sur le rôle des intellectuels dans l'élaboration de la conscience. Si c'est cela « penser l'impensable », les réponses de Krisis sont tout aussi décevantes et prétentieuses que les projets des néo-réformistes critiqués. Les investives de « bricoleurs réformistes » et de « théoriciens analphabètes » que les auteurs de Krisis dirigent aux défenseurs du salaire social risquent bien de se retourner contre eux. L'avertissement élogieux des éditeurs français – classant le *Manifeste* en troisième position au hit-parade de la radicalité, après le *Manifeste du parti communiste* et *De la misère en milieu étudiant* – tombe à plat. La montagne a accouché d'une souris. Ch. R.

1. Robert Kurz, Ernest Lohoff, Norbert Trenkle, *Manifeste contre le travail* (édition française établie par Olivier Galtier, Wolfgang Kukulies et Luc Mercier), Paris, éditions Léo Scherr, 2002.

2. En France, quelques textes posent les jalons de ce débat: Claude Guillon, *L'économie de la misère*, La Digitale, 1999; Ch. Reeve, « La vraie mission de l'État », *Oiseau-tempête*, n° 7, automne 2000; Nicole Thé, « Revenu garanti: quelques interrogations malvenues », *Les Temps maudits*, n° 11, octobre 2001; Laurent Guilloteau, « Il faut mater le précaire! », *Multitudes*, n° 8, mars/avril 2002; un ouvrage de synthèse, Laurent Geffroy, *Gagner le revenu*, Recherches 2002, La Découverte.

3. Ici, comme ailleurs, la confusion entretenue entre les notions de travail, d'activité humaine et de travail salarié, producteur de marchandises pour autrui (le capitaliste), conforte ceux pour qui l'activité humaine ne pourrait que reproduire le travail aliéné d'aujourd'hui.

4. Le *Manifeste* reprend ici, à sa façon, l'idée de « la fin du travail », répandue depuis des années dans certains milieux dits « radicaux » et dont certains posent les conclusions jusqu'à affirmer la disparition des classes sociales et donc de la lutte de classes.

5. R. Kurz, « Antikonomie und antipolitik », revue Krisis, n° 19, 1997, (www.krisis.org). Les citations sans référence se reportent à ce texte.

Plus de trente ans de guerre mondiale contre les drogues

L'OBJECTIF EST CLAIR : éradiquer de la planète un certain nombre de substances. Les conséquences : des millions de personnes enfermées dans des geôles, des milliards de dépensés. En France, le nombre d'interpellations sur une année est de 100 000 (dont une majorité pour simple usage de cannabis). C'est une véritable armée mondiale de plusieurs centaines de milliers de fonctionnaires, des différents organismes des douanes, des services spécifiques de police, des services spécifiques de l'ONU, etc.

Pourquoi ?

La prohibition répond à une volonté d'imposer un ordre moral (où le plaisir est tabou ou tout simplement un interdit), à un objectif d'unité nationale autour de valeurs communes ; mais surtout à un objectif de contrôle social.

Contrôler une population avec les lois anticasseurs, anti-jeunes, etc. La paupérisation (croissance des inégalités, etc.) ne s'inscrit pas dans le cadre d'une économie croissante. Et c'est dans cette source d'inégalité qu'il faut voir, qu'il faut analyser la mise en place d'une politique sécuritaire. Car par le mot sécurité, ce n'est pas la sécurité des populations et des personnes qui est le premier objectif, mais bien la sécurité des biens produits et donc la sécurité des classes aisées. Il faut donc instaurer des outils de contrôle des populations, des cités, etc.

Une manne financière et un enjeu géopolitique

L'argent qui sort du marché de la drogue dépasse le pouvoir financier des banques centrales européennes (Mondé diplomatique, avril 2000). De telles sommes ne peuvent qu'attirer les convoitises des capitalistes et des tenants du système. Comment nous faire croire que l'on ignore les circuits de blanchiment de telles sommes ? Comment nous faire croire que l'on ignore le nom des banques, des casinos, des grandes entreprises qui participent directement ou indirectement à ce marché ?

Comment ne pas voir dans ces sommes colossales une opportunité extraordinaire pour les États afin de financer des contre-guérillas, des services secrets ? Comment ne pas y voir un outil de contrôle des États, avec un discours des USA similaire à celui du terrorisme : « Vous produisez, vous exportez, on ne dit rien si vous vous soumettez à nos conditions sociales et économiques. »

Réduction des risques

La fin des années 80 va connaître un certain progrès pour quelques substances comme l'héroïne : distribution de seringues, programme de substitution, etc. Les usagers (dans le milieu médical, on les appelle automatiquement des toxicomanes, car tout usager est un malade en puissance) sont passés de la sphère pénale à la sphère médicale : progrès relatif car il s'appuie de nouveau sur un mensonge qui consiste à nier l'usage récréatif que l'on peut avoir de certaines substances.

Que faire ?

De la prévention, bien sûr (pour dire comme tout le monde). Mais comment faire de la prévention dans le cadre d'un interdit (qui criminalise l'usager) ? Mais comment faire de la prévention dans le cadre d'un système libéral, basé sur la recherche du profit, sur une course perpétuelle à produire plus. Que les produits soient illicites, qu'ils soient distribués sous contrôle médical, ou tout simplement par un biais commercial classique (alcool, tabac, etc.), le commerce des psychotropes est libéral. Or le productivisme (conséquence du libéralisme) et l'action de prévention sont des valeurs antinomiques. Défendons un système associatif, coopératif porteur de valeurs de solidarité et de prévention. Autoproduction...

Commission anti-prohibition de la Fédération anarchiste

ACLN, BP 60221,
44002 Nantes cedex 1

LEGALISONS LE DEBAT



Abrogation de l'article L.630 interdisant tout débat sur les drogues
Non à la criminalisation des usagers

FEDERATION ANARCHISTE

Contre la prohibition, contre le dernier rapport réactionnaire du Sénat

Manifestations du 18 juin...

« Drogue : l'autre cancer », le titre du rapport dont a accouché « la commission d'enquête du Sénat sur la politique de lutte contre les drogues illicites », révèle à lui seul le caractère idéologique et réactionnaire de la démarche des sénateurs. En s'intéressant uniquement aux drogues interdites par l'État et en laissant volontairement de côté les drogues légales, ils ont rendu un rapport biaisé et incohérent [...]. Sous leurs dehors amènes, nos sénateurs sont de dangereux utopistes qui veulent contraindre leurs concitoyens à vivre dans « une société sans drogue » (du moins sans drogue classée au tableau des stupéfiants). Pour atteindre cet objectif, ils remettent en cause l'ensemble des études scientifiques et sociologiques, non seulement les travaux de la commission Henrion (1995) et du rapport Roques (1999) [...]. En effet, le rapport des sénateurs recommande une répression accrue du délit de simple usage de stupéfiants (le cannabis dans plus de 85 % des cas). Celui-ci serait passible d'une amende de 5^e catégorie (jusqu'à 1 500 euros) et d'une obligation de soin ou d'une « orientation vers une structure psycho-sociale » [...] (extrait du communiqué du CIRC, Collectif d'informations et de recherches cannabiques).

La commission antiprohibition de la FA appelle à rejoindre les différentes initiatives.

18 juin, 18 heures, Paris, parc de la Villette,
Rennes, place de la Mairie
21 juin, 20 h 30, Nantes, place du Pilori.

Jeudi 12 juin
Lille

Concert au profit de Gromelifa de la FA pour soutenir son action contre la réforme des retraites et pour la grève générale à 20h30 au Centre culturel libertaire. Prix libre en soutien total à la FA.

Du 12 au 14 juin
Périgueux

Le Collectif libertaire organise le festival des résistances. Contact: Collectif libertaire, l'Essentiel, 18, rue des Mobiles, 24000 Périgueux. Tél.: 0680810391.

Vendredi 13 juin
Lille

Concert de soutien à l'AnarkoPunk Fédération avec Schmürtz, Miss Helium, Urban Blight, Foetus Party et Grille d'égout à 20 heures au Centre culturel libertaire. PAF: 3 euros en soutien total à l'APF.

Nantes

Suite au bilan de la lutte contre le G8, débat sur le thème Violence et action directe, au 17, rue Paul-Bellamy.

Paris 11^e

Débat-discussion Le feu couve en Argentine avec Alicia Zarate, artiste et militante argentine, à 19 h au Maldoror, 10, rue du Grand-Préur.

Samedi 14 juin
Lille

Soirée de soutien au Comité des sans-papiers à 20h30 au Centre culturel libertaire. Prix libre en soutien total au CSP.

Paris 11^e

Forum à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Le syndicalisme unitaire; la CGTU et le Profintern avec Sylvain Boulouque à 16 heures.

Paris 18^e

Rencontre à la bibliothèque la Rue avec Lucio (l'irréductible). 10, rue Robert-Planquette.

Redon

Grande manifestation à 14 h, organisée par le réseau Cohérence réunissant tout le grand Ouest pour un véritable développement durable. La FA y sera présente pour revendiquer la décroissance et l'anti-productivisme.

Dimanche 15 juin
Saint-Nazaire

Pique-nique de protestation contre le projet d'extension du port de Donges-Est organisé par le comité contre le saccage de la Loire. Rendez-vous à 11 h sur le site. Comité contre le saccage de la Loire, Maison du peuple, 44600 Saint-Nazaire.

Mardi 17 juin
Aimargues (30)

Colloque Vivre avec... la créativité avec Jacques Lesage de La Haye de 14 à 20 h, salle L.-Dumas.

Jeudi 19 juin
Vannes

Conférence organisée par les groupes René-Lochu et Francisco-Ferrer avec Alicia de la Fédération libertaire

argentine. Les thèmes abordés seront la situation actuelle en Argentine, le FML, la privatisation des services publics, l'organisation des résistances à 20h30 à la Maison des associations, 5, rue de la Tannerie.

Vendredi 20 juin
Lorient

Conférence organisée par les groupes René-Lochu et Francisco-Ferrer sur les mêmes thèmes que la veille à Vannes. À 20h30 à la cité Allende).

Samedi 21 juin
Paris 11^e

Forum Les anarchistes français face aux guerres coloniales (1945-1962) avec Sylvain Boulouque à 16 h à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Mercredi 25 juin
Paris 11^e

AG du RATP à 20 h pour la préparation de la semaine du Libre Accès aux Transports 2003, au CICP, 21ter, rue Voltaire. Venez avec vos idées d'actions, débats, théâtre de rue etc. Réseau pour l'abolition des transports payants, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 0698927865 e-mail: <http://ratp.samizdat.net>

Vendredi 27 juin
Nantes

Suite au bilan de la lutte contre le G8, débat sur le thème Mixité / non mixité, au 17, rue Paul-Bellamy.

Radio libertaire

Jeudi 12 juin

Si vis pacem : à 18 heures, Théâtre tambour tâtant avec les Pieds sur scène et Francis Vladimir, Jean-Michel Platier (sous réserve) des éditions Bérénice.

Vendredi 13 juin

Enjoy polar : à 12 heures, interview de l'Anglais Nicholas Blincoe pour ses trois séries noires : *Acid Queen*, *Une simple question d'excellent de blé* et *Perruques et talons hauts*.

Jazz en liberté : à 22h30, avec Steve Coleman, Trevor Watts, Ornette Coleman Science Fiction, Charles Tyler quartet, Arnaud Sacase quartet, Rob Brown quartet, Lou Donaldson quintet, Laurent Geniez quartet et Henry Threadgill quintet.

Samedi 14 juin

Bulles noires : à 17 h, autour de Georges Simenon avec Michel Carly pour son livre *Maigret - Traversées de Paris* aux éditions Paris bibliothèques.

Dimanche 15 juin

Des mots, une voix : à 15h30, avec Anna Rozen pour sa préface de *Penses-tu réussir !* de Jean de Tinan.

Mercredi 18 juin

Blues en liberté : à 10h30, l'unique Robert Pete Williams.

Jeudi 19 juin

Si vis pacem : à 18 heures, la reconnaissance internationale du droit au refus de tuer avec Éric Sapin (Comité de coordination du Service civil).

Vendredi 20 juin

Jazz en liberté : à 22h30, avec Joseph Reinhardt quartet, Babik Reinhardt quartet, Django Reinhardt quartet, Philippe Petit, Barney Wilen, Cyril Duclos, Raymond Boni, Gérard Marais, Kamlo trio, Patrick Saussois quartet et Romane sextet.

Samedi 21 juin

Bulles de rêve : à 17 heures, émission dédiée au cinéma d'animation et retour sur le Festival d'Annecy.

89,4 MHz
en région parisienne

Dijon : les Tannereries ouvrent leurs portes les 13, 14 et 15 juin 2003

LES TANNERIES sont un lieu de vie collective et un espace d'activités sociales, culturelles et politiques inscrit dans une démarche antiautoritaire et anti-capitaliste.

Vendredi 13

20 heures : InfoKiosk & zone de gratuité, médias alternatifs & logiciels libres

21 h30 : Cinéma « Résister, c'est créer ». Tranches de squats, luttes des sans-papiers, graffs sur la ville, actions anti-OGM, street-parties, luttes antiSarkozy courts métrages de Courtragémé, Primitivi, Vox, ZaleaTV, etc.

22 heures : Théâtre, concert y fiesta. Face à la mer : un trio féminin véhiculant beaucoup d'humour ; chanson franco-espagnole et poésie. Rive gauche : chanson française autoproduite de Beaune. Les têtes raides et l'esprit ouvert. Dandy freaks : disco-électro-punky dégénérée à paillettes from Synthétienne.

Samedi 14

14 heures : @bareuzai. Tables de presse, expos, orangeades ; zone de gratuité.

15 heures : @bareuzai. Transformons la ville ! Déambulation festive et actions ludiques : détournements, guérilla jardinière, pour des villes sans voitures et des transports gratuits... Amenez vos idées, brouettes, semis, tambours, couleurs ! Soirée de soutien aux sans-papiers.

16 heures : Cinéma et débat avec le Collectif des sans-papiers de Lille.

19 heures : Apéro + bouffe (6 euros)

20 heures : Concert avec Bastien Lallemand : chanson à texte. Groupe Surprise. Blumen : emo-pop-noise. DJ Tom-Tom : mix ragga-roots.

Dimanche 15

13 heures : On mange dans le jardin. Amenez vos spécialités, de préférence végétariennes.

15 heures : Jeux, chantier collectif & graffs. Construction d'un four à pain et pizza artisanale.

Jeux variés : balle au prisonnier, parcours, marelle, jeux de mains, maquillages et déguisements, etc.

16 heures : Concert de musique classique : Quatuor à cordes Zefiroso, quatuor n° 3 de Chostakovich (opus 73), quatuor n° 2 de Haydn (opus 77). Quintette de Mozart avec clarinette (KV 581) et, pour finir on bouquine ensemble dans l'InfoKiosk!

Comment ça marche ? Il est possible, dans la mesure de l'espace disponible, de dormir et de manger sur place. Amenez des sacs de couchage, des tentes, et appelez pour prévenir. Participation active ! Les Tannereries tentent de s'autofinancer. Il s'agit d'un choix primordial d'indépendance. Les événements de ces trois jours sont à prix libre, sauf mention contraire.

Contact : Espace autogéré des Tannereries, bd de Chicago, 21000 Dijon. Bus ligne 2, arrêt Claudon-Bertillon, 03-80-666-481, tannereries@quat.net

Au Trianon à Paris

10^e gala « Salut Léo », le 14 juillet 2003

Avec Vincent Absil, Wladimir Anselme, Dimitri Bogdis (Ferré en grec), Michel Bühler, Annick Cisaruk, Jean-Luc Debattice, Bernard Joyet, Josette Kalifa, Bruno Lapassatet, Chris-Cécile Lapassatet, Benjamin Legrand, Anne Peko, Jean-Michel Piton, Jean-Pierre Réginal, Nathalie Solence, Francesca Solleville, Serge Utgé-Royo.

80, boulevard Rochechouart, Paris 18^e (M° Anvers). Prix d'entrée : 20 euros. Billets en vente à la librairie Publico, 145, rue Amelot, Paris 11^e, au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès à Ivry-sur-Seine et dans les Fnac. Ouverture des portes à 19h30. Début du spectacle : 20h30.

Pour les Roms de Montreuil, la lutte continue



Soutenez les Roms dans leurs démarches administratives et juridiques et dans leur quotidien. Des photos-cartes postales, réalisées au lendemain de l'expulsion, sont en vente à Publico au prix de 3 euros. Vous pouvez aussi adresser vos dons à C. Rebatel, 58, rue de la Demi-Lune, 93100 Montreuil. <http://romsdemontreuil.free.fr>

Le collectif se réunit tous les jeudis à 18h30 à la Bourse du travail, 24, rue de Paris, M° Croix-de-Chavaux.

L'ARMEE RECRUTE...



...ELLE TE TEND LA MAIN.

**FEDERATION ANARCHISTE
145 RUE AMELOT - 75011 PARIS**